

Climat de doute

Quand l'industrie climato-sceptique s'en prend à la science du climat

Bref historique des attaques portées contre la science climatique, les climatologues et le Giec

« Notre fonds de commerce, c'est le doute. Parce que c'est le meilleur moyen de remettre en question les preuves [permettant de faire le lien entre tabagisme et pathologies] ancrées dans l'esprit du grand public. Et aussi parce que du doute naît la polémique. »

Document interne de la compagnie de tabac Brown and Williamson, 1969¹

« Le scepticisme, c'est ne pas croire systématiquement tout ce qu'on vous dit, et s'informer avant de tirer des conclusions. En somme, le scepticisme est une bonne chose. Mais le climato-scepticisme, ce n'est pas ça. C'est même tout le contraire : c'est avoir des idées préconçues et ne relever que les informations qui les confirment. Ce genre de scepticisme-là, ce n'est tout simplement pas du scepticisme. »

John Cook, de Skepticalscience.com²

Introduction

Ce rapport se penche sur 20 ans de « lutte organisée » contre la science du climat, les climatologues et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Il examine les moments clés de cette campagne de déni du dérèglement climatique orchestrée par l'industrie des combustibles fossiles, et remonte le fil rouge jusqu'à sa source.

Aux États-Unis, les campagnes de désinformation conduites par les industriels du tabac ont atteint leur apogée alors que la législation sur le tabagisme était sur le point d'être adoptée. De la même façon, les attaques portées à la science du climat ont amorcé leur essor quand la possibilité de mesures pour lutter contre les changements climatiques s'est dessinée à l'horizon. La différence, c'est qu'aujourd'hui, la propagande est devenue « virale », rendant ainsi ce mouvement diffus, décentralisé et totalement insensible à toute réponse raisonnée.

Par exemple, au Royaume-Uni, Lord Christopher Monckton³ est bien connu pour ses diatribes contre la science du climat. En revanche, ce qu'on sait moins, c'est qu'il bénéficie du soutien financier de grandes sociétés industrielles. Lord Monckton n'est pourtant pas un scientifique, mais ses discours climato-sceptiques ont réussi à faire de lui le chouchou des groupes de réflexion conservateurs, tel que le Heartland Institute, stipendiés par les industriels. Ainsi, Lord Monckton s'oppose à Al Gore dans les débats, s'invite lors des négociations internationales à Bali, Poznań et Copenhague, et plus récemment, a entrepris une tournée de conférences en Australie. Ils sont nombreux, comme lui, à

¹ <http://tobaccodocuments.org/landman/332506.html>

² <http://news.discovery.com/earth/a-conversation-with-a-genuine-skeptic.html>

³ <http://www.globalwarmingheartland.com/expert.cfm?expertId=349>

disséminer ce message de déni des changements climatiques, persuadés du bien-fondé de leurs affirmations.

L'hystérie qui a accompagné la diffusion des courriels piratés des scientifiques de l'université britannique d'East Anglia, à la veille du Sommet de Copenhague, est révélatrice de l'ampleur de ce mouvement et de la volonté des médias à s'en faire l'écho, et ce malgré le manque de preuves scientifiques. La campagne de déni climatique avait atteint son premier pic en 1997, avec la publication du deuxième Rapport d'évaluation du Giec. À l'époque, le mouvement n'était pas encore empoisonné par le même venin populiste qu'en 2009, Internet n'en étant encore qu'à ses balbutiements.

Malgré tout, la majorité des organismes-écrans⁴ et des groupes de réflexion⁵ conservateurs qui militent contre la science du climat continuent de bénéficier de la manne des grandes compagnies pétrolières et énergétiques – et pas uniquement ExxonMobil, mais toute une armada de multinationales et de fondations, dont les profits proviennent justement de produits qui contribuent à aggraver les changements climatiques...

« Ceux qui lancent ces attaques sont extrêmement bien financés et bien organisés. Ils s'appuient sur l'infrastructure de combat mise au point il y a plusieurs dizaines d'années par les fabricants de cigarettes pour nier la dangerosité de leurs produits. Depuis, ils n'ont cessé de perfectionner cette tactique, dans l'objectif de discréditer le corpus scientifique qui va à l'encontre des intérêts des industriels et autres sceptiques. Par conséquent, ils disposent d'une machine bien rodée et bien huilée, qu'ils lancent aujourd'hui à l'assaut de la science du climat. [...] C'est David contre Goliath... Nous, les scientifiques, nous ne sommes pas des experts en communication, des avocats ou des lobbyistes. Nous sommes des scientifiques. Notre cœur de métier, c'est la science. »

Michael Mann, climatologue, février 2010⁶

Et pendant ce temps, le climat continue de se dérégler...

Aucun fantassin de l'armée climato-sceptique n'est, hélas, parvenu à inverser ce douloureux constat : les changements climatiques sont une réalité, et ils sont causés par l'activité humaine. Comme le fait remarquer un scientifique américain dans une lettre ouverte, en mars 2010 :

« Il est important de souligner qu'aucune des interventions [des climato-sceptiques] n'a d'influence sur les résultats clés du quatrième Rapport d'évaluation du Giec, selon lesquels il est fort probable que les activités anthropiques modifient le climat, avec des conséquences profondes sur le long terme⁷. »

L'évaluation scientifique du Giec répond à un processus solide et rigoureux, et constitue sans doute la plus grande initiative scientifique jamais organisée. Des milliers de scientifiques issus de centaines d'instituts de recherche du monde entier y apportent leur contribution. Mais comme toute entreprise humaine, elle reste imparfaite. Greenpeace renouvelle la confiance qu'elle a toujours portée au Giec. Les rapports qu'il publie constituent les guides plus fiables dont nous disposons actuellement sur la science du climat.

⁴ Les « organismes-écrans », ou encore « organismes de façade », sont des institutions qui prétendent défendre une cause ou se disent indépendantes, alors qu'en réalité, elles agissent pour des intérêts bien particuliers en l'échange de financements souvent occultes.

⁵ Les groupes de réflexion, ou *think tanks*, rassemblent des spécialistes chargés de réfléchir sur des problématiques économiques ou politiques, afin d'émettre des idées ou des conseils.

⁶ Entretien Chris Mooney, 26 février 2010.

⁷ http://www.pointofinquiry.org/michael_mann_unprecedented_attacks_on_climate_research/

Lettre ouverte des scientifiques américains sur le Giec, 10 mars 2010. <http://www.openletterfromscientists.com/>

Sommaire

Chapitre 1 : Bref historique du déni climatique	4
<i>Bien que des données toujours plus solides étayent la réalité du dérèglement climatique et les menaces qu'il représente, le Giec est la cible d'attaques répétées.</i>	
Début des années 1990 : création du réseau du déni climatique	4
<i>La crise climatique devenant un enjeu politique, des porte-parole sont recrutés pour attaquer la science du climat.</i>	
1990 : premier Rapport d'évaluation du Giec.....	6
<i>Le Giec est sûr que les émissions de GES entraîneront un réchauffement ; l'industrie des combustibles fossiles commence à semer le doute.</i>	
1995 : deuxième Rapport d'évaluation du Giec	8
<i>La publication de ce rapport marque le début des attaques visant les procédures du Giec et les climatologues.</i>	
Milieu des années 1990 : un nouveau front venu des « antipodes »	9
<i>À partir de 1997, les sceptiques rassemblent leurs forces pour instaurer une campagne de déni climatique en Australie.</i>	
1998 : la stratégie de communication de l'American Petroleum Institute	10
<i>La divulgation d'un rapport interne révèle les objectifs et les tactiques de la campagne de déni climatique.</i>	
2001 : troisième Rapport d'évaluation (RE3)	11
<i>La publication du RE3 suscite une nouvelle série d'attaques, avec le soutien tacite de l'administration Bush.</i>	
2007 : quatrième Rapport d'évaluation (RE4)	14
<i>Les sceptiques offrent 10 000 dollars aux scientifiques qui seraient disposés à critiquer le Giec.</i>	
2009-2010 : pas de scandale derrière les portes du <i>climate-gate</i>	16
<i>L'hystérie s'empare d'une partie des médias, et la campagne de déni climatique devient virale.</i>	
20 ans de campagne climato-sceptique	19
<i>Le déni climatique est désormais profondément enraciné dans certains pays anglo-saxons.</i>	
Chapitre 2 : Les rouages de la campagne de dissémination du doute	21
<i>Analyse des tactiques employées par le mouvement climato-sceptique.</i>	
Bricolage scientifique contre crosse de hockey	21
<i>La science du climat malmenée par la pseudoscience.</i>	
La pseudoscience s'en prend aux ours polaires	22
<i>Ou comment une revue scientifique se trouve calomniée.</i>	
Conférences pseudo-scientifiques.....	24
<i>La campagne climato-sceptique fournit à ses porte-parole des conférences en kit.</i>	
Soutien scientifique truqué	25
<i>Les déboires des pétitions destinées à soutenir les climato-sceptiques.</i>	
Attaques personnelles	26
<i>Ben Santer est le premier scientifique du Giec à être victime d'une campagne visant à détruire sa crédibilité.</i>	
Influence politique et administration Bush.....	30
<i>La campagne climato-sceptique a désormais un allié à la Maison Blanche.</i>	
Influence politique et Parti républicain	32
<i>Le Parti républicain devient un fervent défenseur des arguments climato-sceptiques.</i>	
Conclusion	33

Chapitre 1 : Bref historique du déni climatique

Début des années 1990 : création du réseau du déni climatique

Au début des années 1990, un certain nombre de groupes de pression sont mis en place pour contrecarrer les perspectives d'une action politique dans le domaine des changements climatiques. Parmi ces groupes figurent la Global Climate Coalition (GCC), le Climate Council et le Information Council on the Environment (ICE).

La GCC se définit comme « une organisation regroupant des associations professionnelles et des sociétés privées, établie en 1989 afin de coordonner la participation des entreprises au débat politique et scientifique sur les changements climatiques à l'échelle mondiale⁸. » Ses membres rassemblent les plus grandes compagnies américaines du pétrole, du charbon et de l'automobile.

Le Climate Council a notamment collaboré avec Don Pearlman, poids-lourd des lobbyistes devenu par la suite le bras droit des gouvernements saoudien, koweïtien et russe⁹.

L'ICE a été constitué par un groupe d'entreprises d'utilité publique et de compagnies de la filière charbon : la *National Coal Association*, *Western Fuels* et le Edison Electric Institute¹⁰. En 1991, d'après le journaliste Ross Gelbspan, l'ICE a « lancé une campagne de désinformation flagrante et mensongère sur les changements climatiques. Cette campagne, mise en forme par un cabinet spécialisé dans la communication publique, [...] a pour objectif déclaré de “repositionner le réchauffement climatique comme théorie et non comme fait avéré”. Le cabinet a également précisé que trois climato-sceptiques – Robert Balling, Pat Michaels et S. Fred Singer – devaient apparaître dans les programmes radiotélévisés, s'exprimer dans les pages d'opinion et répondre à des interviews¹¹. »

Dans les journaux, le titre d'un encart publicitaire de l'ICE interpellait ainsi les citoyens américains : « Si la Terre se réchauffe, pourquoi fait-il si froid à Minneapolis ? » Par ailleurs, les présentateurs de la chaîne Fox News ont tous laissé entendre que les tempêtes de neige qui avaient frappé la côte-est des États-Unis début 2010 remettaient en cause le consensus scientifique sur les changements climatiques. Ces commentaires ont été rejetés par les scientifiques eux-mêmes¹². Plus tard, les relevés de températures confirmaient qu'à l'échelle mondiale, janvier 2010 était l'un des plus chauds jamais enregistrés¹³.

Ces groupes de pression ont apporté leur soutien à une phalange de « têtes d'affiche » qui s'est donné pour objectif de désinformer le monde. Remettant en question la science climatique, leurs noms apparaissent fréquemment dans les médias : Fred Singer¹⁴, Sallie Baliunas¹⁵, Willie Soon¹⁶, Richard Lindzen¹⁷, Patrick Michaels¹⁸, pour n'en citer que quelques uns.

⁸ <http://www.epa.gov/earlink1/earthlink/97novdec.htm>

⁹ http://www.medialens.org/articles/book_reviews/dc_carbon_war.html

¹⁰ James Hoggan, *Climate Cover Up*, Greystone books, 2009, p. 32.

¹¹ Ross Gelbspan, *The Heat is On*, Addison-Wesley Publishing Co. Inc, 1997, p. 34.

¹² <http://mediamatters.org/research/200903030006>

¹³ Pour consulter un aperçu du relevé des températures du mois de janvier 2010, consulter le site :

<http://www.bbc.co.uk/blogs/paulhudson/2010/02/january-2010-warmest-onrecord.shtml>

¹⁴ <http://www.desmogblog.com/s-fred-singer> et [http://sourcewatch.org/index.php?title=S. Fred Singer](http://sourcewatch.org/index.php?title=S._Fred_Singer)

¹⁵ <http://www.desmogblog.com/sallie-baliunas>

¹⁶ <http://www.desmogblog.com/willie-soon>

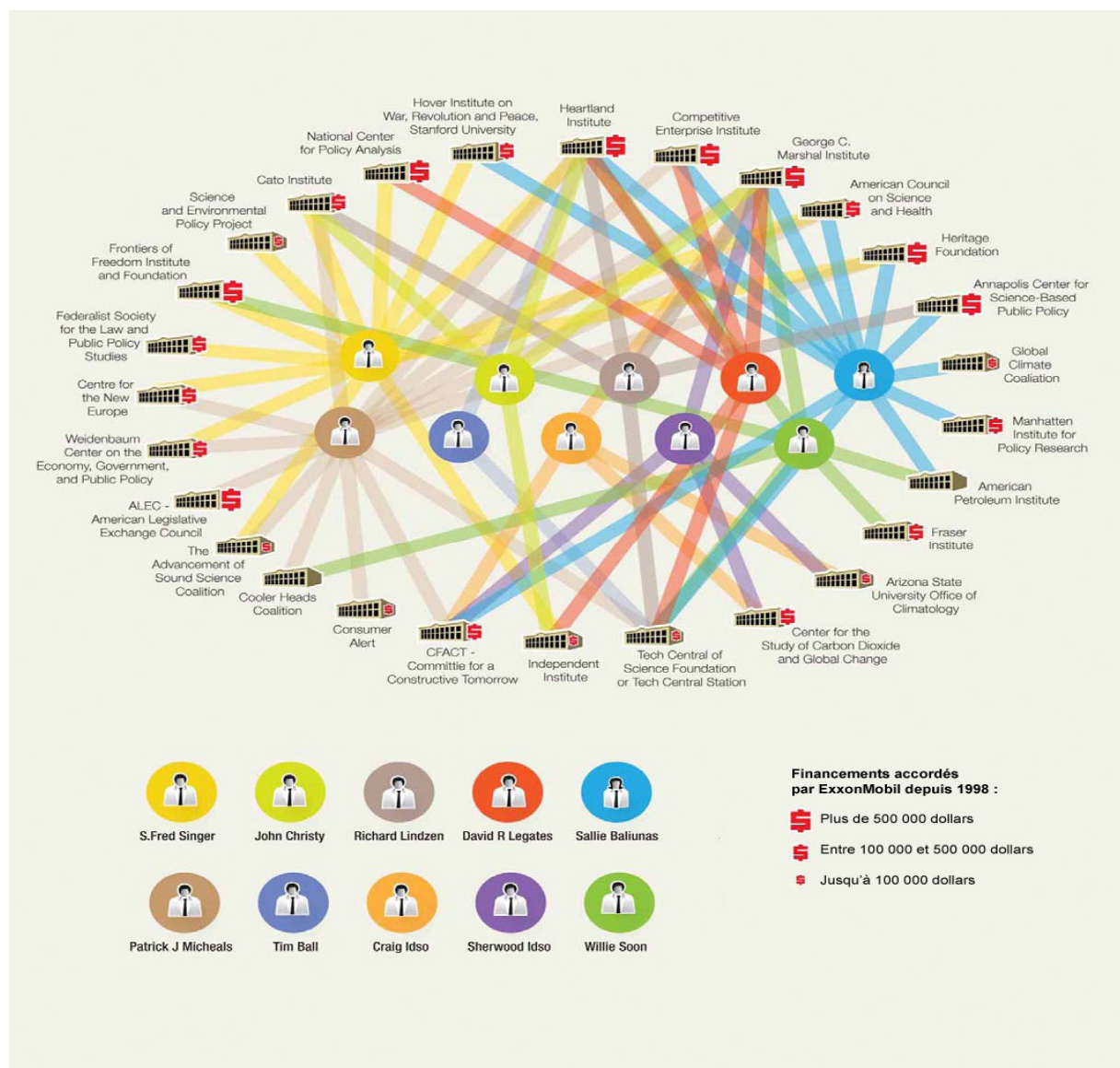
¹⁷ <http://www.desmogblog.com/richard-lindzen> et [http://sourcewatch.org/index.php?title=Richard Lindzen](http://sourcewatch.org/index.php?title=Richard_Lindzen)

¹⁸ [http://sourcewatch.org/index.php?title=Patrick Michaels](http://sourcewatch.org/index.php?title=Patrick_Michaels) ; <http://www.desmogblog.com/patrick-michaels> et <http://www.exxonsecrets.org/index.php?mapid=1527>

La construction de ce réseau a été financée par les entreprises des combustibles fossiles, en particulier Exxon. Depuis 1998, la multinationale a versé 23 millions de dollars pour soutenir la campagne de déni climatique. Après que ses politiques de financement eurent fait les frais de mauvaise publicité, ExxonMobil décide en 2008 de couper les vivres qu'elle faisait jusqu'ici parvenir à neuf groupes, affirmant que leurs « positions vis-à-vis des changements climatiques contribuent à détourner l'attention d'un débat important : comment le monde parviendra-t-il à garantir l'approvisionnement énergétique nécessaire à sa croissance économique, tout en adoptant une démarche responsable du point de vue environnemental¹⁹. » Toutefois, la société pétrolière continue aujourd'hui de financer pas moins de 28 organismes climato-sceptiques.

Le schéma ci-dessous illustre les liens qui existent entre ExxonMobil, les différents porte-parole, organismes-écrans et groupes de réflexion conservateurs. Pour plus de détails, veuillez consulter la version interactive du schéma sur :

<http://www.exxonsecrets.org/index.php?mapid=1530>



Version complète et interactive en ligne sur : <http://www.exxonsecrets.org/index.php?mapid=1539>

¹⁹ http://www.exxonmobil.com/Corporate/energy_climate_views.aspx, p. 41, sous le titre : *Public policy research contributions*.

1990 : premier Rapport d'évaluation du Giec

En 1990, au cours de la finalisation du premier Rapport d'évaluation du Giec, Brian Flannery, conseiller scientifique et lobbyiste climatique pour le compte d'Exxon, conteste la réduction de 60 à 80 % des émissions de CO₂ recommandée par les scientifiques, se fondant sur ce qu'il qualifie « d'incertitudes » liées au comportement du carbone dans le système climatique²⁰. Conformément aux règles de l'ONU, le Giec accorde aux membres d'associations industrielles, ainsi qu'aux ONG, un « statut d'observateur » lors de ses réunions.

Bien que le consensus d'opinions lui reste défavorable, B. Flannery insiste pour que, dans le Résumé exécutif du rapport, les résultats des ensembles de modèles soient qualifiés « d'assez incertains d'un point de vue scientifique²¹ ». Mais le lobbyiste ne parvient pas à ses fins : le résumé conclut que les taux actuels d'émissions de gaz à effet de serre conduiraient **certainement** à un réchauffement²².

Avec une telle affirmation, le premier rapport du Giec met directement en péril les pratiques du secteur des combustibles fossiles. L'establishment industriel n'ayant pas réussi à ébranler le Giec de l'intérieur, il entreprend alors de le discréditer de l'extérieur, en ciblant ses attaques sur les « certitudes » du Giec.

En février 1992, à l'occasion d'une conférence de presse organisée à New York – au cours des négociations qui ont abouti à la création de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) –, la Global Climate Coalition (GCC), par le biais de Fred Singer, met en cause les données scientifiques du Giec en publiant un document intitulé « La stabilisation des émissions de dioxyde de carbone présente peu d'avantages pour l'environnement²³ ». Dans ce document est notamment cité le professeur climatologue Richard Lindzen, du Massachusetts Institute of Technology.

F. Singer est un « négateur est série » qui, ces 20 dernières années, n'a que peu (ou pas) publié d'articles ayant fait l'objet d'une évaluation par les pairs dans le domaine de la science du climat²⁴. Il s'est exprimé en tant « qu'expert scientifique » sur divers sujets tels que le tabagisme, l'appauvrissement de la couche d'ozone, l'énergie nucléaire ou bien encore les déchets toxiques²⁵.

En 1992, la GCC fait appel à des climatologues de renom tels que Patrick Michaels, Robert Balling²⁶ and Fred Singer (tous ayant, à un moment ou un autre, bénéficié des générosités d'Exxon ou d'autres compagnies énergétiques) pour intervenir en tant que « spécialistes » lors de conférences de presse, tentant ainsi de saper la crédibilité de la science du climat et des résultats du Giec²⁷.

La même année, B. Flannery, mandaté par Exxon, est cité dans un rapport du World Coal Institute à l'attention des négociateurs de la conférence : « Parce que les projections basées sur des modèles sont controversées, incertaines et non confirmées, l'opinion des

²⁰ Jeremy Leggett, *The Carbon War: Global Warming and the End of the Oil Era*, Routledge, 2000, pp. 2-3.

²¹ Ibid., p. 3.

²² http://www.viswiki.com/en/IPCC_First_Assessment_Report

²³ Jeremy Leggett, *A Catalogue of Carbon Club Manipulation, Distortion, Sabotage or Lying at the Climate Negotiations*, disponible sur : <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2006/apr/25/exxonmobilsionglivedemulatio>

²⁴ <http://research.greenpeaceusa.org/?a=view&d=3164>

« L'évaluation par les pairs » correspond au processus classique par lequel passent tous les articles scientifiques, qui sont examinés à la loupe par d'autres scientifiques avant d'être publiés.

²⁵ <http://research.greenpeaceusa.org/?a=view&d=3971>

²⁶ <http://www.desmogblog.com/more-bumpf-on-balling> et http://www.sourcewatch.org/index.php?title=Robert_C._Balling

²⁷ Voir le communiqué de presse de la GCC : World's Energy Policy Should Not be Based on Feelings, 27 février 1992 (conservé dans les archives de l'Unité de recherche de Greenpeace USA).

scientifiques reste divisée quant à la probabilité et aux conséquences des changements climatiques²⁸. »

En 1994, la GCC continue de mener la charge contre le Giec en ayant recours aux services d'un cabinet spécialisé dans les relations publiques pour préparer la campagne de presse²⁹ du Dr Sallie Baliunas, elle aussi membre du club des sceptiques³⁰.

Le Dr Baliunas est astrophysicienne, et non climatologue. Elle a construit sa carrière de négatrice en minimisant l'importance de la destruction de la couche d'ozone, avec la publication d'un rapport intitulé « La crise de l'ozone », en 1994, pour le compte du George C. Marshall Institute³¹. À cette époque, elle était à la tête du conseil consultatif scientifique de ce *think tank* conservateur, dont le conseil d'administration était présidé par feu Fred Seitz, engagé aux côtés des industriels du tabac³².

Par le biais du George C. Marshall Institute, le Dr Baliunas publie plusieurs rapports dans lesquels elle tente de démontrer que les activités humaines, telles que l'utilisation des combustibles fossiles, n'ont aucune influence sur les changements climatiques, que la science ne soutient pas la perspective d'un emballement dangereux du climat³³ et que les résultats scientifiques n'engagent pas à une régulation des émissions à l'échelle nationale³⁴.

Elle prête également main forte à la Greening Earth Society, un organisme-écran de la Western Fuels Association (regroupant les acteurs de la filière charbon) qui défend l'idée selon laquelle l'augmentation des émissions de CO₂ dues à l'utilisation des combustibles fossiles rendrait la terre plus verte en favorisant la croissance des plantes³⁵.

Au milieu des années 1990, la GCC commençant à faire l'objet de vives critiques, ses membres prennent peu à peu leurs distances. Les sociétés industrielles, telles qu'Exxon ou Mobil, se tournent alors vers des organismes de façade et des groupes de réflexion conservateurs, qui continuent de sonner la charge en leurs noms.

Ces sociétés finançaient déjà le groupe de pression The Advancement of Sound Science Coalition (TASSC), mis en place par les industriels du tabac en 1993 pour promouvoir ce qu'ils ont baptisé une « science solide », par opposition à la « pseudoscience »³⁶.

D'autres groupes ont également bénéficié de subventions d'Exxon, parmi lesquels l'American Enterprise Institute, le Competitive Enterprise Institute, le Heartland Institute, Frontiers of Freedom et le Hoover Institute. En 1998, lors de la fusion d'Exxon et de Mobil, leur « mécénat » portait sur 21 organismes remettant en question la science du climat. Au fil des années, la multinationale ExxonMobil a apporté son soutien financier à 70 groupes chargés de défendre ses intérêts³⁷.

²⁸ *Ecoal*, World Coal Institute, briefing n°7, INC 5, New York, avril 1992.

²⁹ *Ties that Bind*, Ozone Action, mars 1996 (conservé dans les archives de l'Unité de recherche de Greenpeace USA).

³⁰ <http://www.desmogblog.com/sallie-baliunas> ; ses affiliations dans le schéma ExxonSecrets :

<http://www.exxonsecrets.org/index.php?mapid=1526>

³¹ *The Ozone Crisis*, http://www.atmos.washington.edu/~davidc/ATMS211/articles_optional/Baliunas94_ozone.pdf

³² <http://tobaccodocuments.org/pm/2023266534.html>

³³ *Are Human Activities Causing Global Warming?*, George C. Marshall Institute, 1996 ; *Human Activity is Not the Cause of Global Warming*, communiqué de presse du George C. Marshall Institute, 10 avril 1996.

³⁴ Sallie Baliunas, *Ozone and Global Warming: Are the Problems Real?*, George C. Marshall Institute, décembre 1994.

³⁵ Sallie Baliunas, *Ozone and Global Warming: Are the Problems Real?*, George C. Marshall Institute, décembre 1994 ; et *Greening Earth Society*.

³⁶ James Hoggan, *Climate Cover Up*, op. cit. n°8, p. 34.

³⁷ <http://research.greenpeaceusa.org/?a=view&d=4677>

1995 : deuxième Rapport d'évaluation du Giec

La publication du deuxième Rapport d'évaluation du Giec est accueillie dans un climat tout aussi agressif. D'après les résultats clés du rapport, l'Homme aurait une influence « perceptible » sur le climat, le niveau des eaux pourrait monter de 15 à 95 cm et les températures augmenter de 1 à 3,5°C d'ici à 2100³⁸.

Le Résumé à l'intention des décideurs conclut qu'« un faisceau d'éléments suggère qu'il y a une influence perceptible de l'homme sur le climat global. » Cette phrase suffit à déclencher la colère dans le camp des sceptiques, l'un d'entre eux affirmant « ne pas avoir été témoin d'une corruption aussi inquiétante du processus d'évaluation par les pairs depuis 60 ans³⁹ ».

Charles DiBona, président du American Petroleum Institute (organisme représentant les compagnies pétrolières américaines), qualifie le rapport de « provocateur⁴⁰ », tandis que les pays producteurs de pétroles comme le Koweït ou l'Arabie saoudite tentent de retarder sa publication en raison de ses « propos choquants », plaidant aussi contre le remplacement de l'adjectif « perceptible » par des équivalents tels que « appréciable », « notable », « mesurable » et « détectable »⁴¹.

Mais cette fois-ci, le champ de tir des climato-sceptiques ne se restreint pas à la science du climat ou aux publications du Giec : les scientifiques eux-mêmes deviennent des cibles légitimes. La GCC coordonne des attaques personnelles à l'encontre du Dr Ben Santer, l'un des auteurs principaux du Rapport d'évaluation, dans l'objectif de discréditer le processus de travail du Giec. Ces attaques personnelles seront traitées en détail dans le second chapitre.

Pendant ce temps, en 1997, Fred Singer utilise le processus des négociations sur le climat pour donner l'assaut contre le président du Giec, Bert Bolin. Suite à un débat organisé dans le cadre des négociations, F. Singer prête des propos à B. Bolin qu'il n'a en réalité jamais tenus. Cherchant à faire croire que le scientifique a retourné sa veste concernant le dérèglement climatique, F. Singer déclare : « Bolin a continué d'affirmer que les activités humaines avaient une influence sur le climat. Mais il a reconnu que leur impact sur l'augmentation des températures était si faible qu'il était à peine perceptible⁴² ».

Bert Bolin, qui a présidé la Giec mais également l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pendant neuf ans, est contraint de publier un démenti dans lequel il dénonce ces déclarations « inexactes et trompeuses », rétorquant : « Concernant les déclarations empreintes d'autosatisfaction de M. Singer, selon lesquelles "les débats semblaient décidément aller contre les positions du Giec du Dr Bolin", j'avais quant à moi plutôt l'impression que les points de vue du Dr Singer n'avaient pas convaincu les personnes présentes⁴³. [...] Je me désole de constater le manque d'objectivité avec lequel les résultats de la réunion de Stockholm ont été présentés⁴⁴. »

³⁸ Giec, Seconde évaluation – Changement de climat 1995, résumés à l'intention des décideurs, 1995.

<http://www.ipcc.ch/pdf/climate-changes-1995/ipcc-2nd-assessment/2nd-assessment-fr.pdf>

³⁹ Fred Pearce, « Climate change special: State of denial », in *New Scientist*, 4 novembre 2006.

<http://environment.newscientist.com/article/dn10445>

⁴⁰ « Petroleum Group Disputes that Burning Fossil Fuels Warms Planet », in *Thomson Energy Report*, 18 mars 1996.

⁴¹ Id.

⁴² Communiqué de presse du SEPP, 23 juin 1997, <http://www.sepp.org/Archive/Publications/pressrel/jun23.html>

⁴³ Communiqué de presse du Giec, Genève, 26 juin 1997, *Climate Change: IPCC Chair Denies Attack on VP Gore, Environmentalists*, disponible sur :

<http://www.heatisonline.org/contentserver/objecthandlers/index.cfm?id=3641&method=full>

⁴⁴ Id.

Milieu des années 1990 : un nouveau front venu des « antipodes »

Bénéficiant du soutien massif de l'industrie minière et charbonnière, le gouvernement du premier ministre australien John Howard était devenu le terreau fertile idéal sur lequel faire pousser le déni climatique. C'est ce que comprend le Competitive Enterprise Institute (CEI) en 1996, lorsqu'il décide d'élaborer une stratégie pour développer la branche australienne de sa campagne.

Le CEI est un groupe de réflexion américain ultralibéral, prônant le libre-échange et s'opposant à toute forme de réglementation⁴⁵. Il s'en prend depuis de nombreuses années à la science du climat, et a bénéficié de plus de deux millions de dollars de subventions d'Exxon depuis 1998. Le CEI coordonne également la Cooler Head Coalition, ainsi que le site Internet www.globalwarming.org. Outre-Atlantique, le CEI est sans doute davantage connu pour sa campagne publicitaire de 2006, qui avait pour slogan « CO₂ is life » (*le CO₂ c'est la vie*)⁴⁶. Peu de temps après, Exxon Mobil a suspendu le soutien financier qu'il lui accordait, notamment sous la pression de l'académie des sciences britannique, la Royal Society⁴⁷.

En novembre 1996, une réunion stratégique est organisée au siège du CEI à Washington afin de concrétiser l'échange d'intervenants et d'idées entre l'Australie et les États-Unis⁴⁸. Lors de cette rencontre, R.J. Smith du CEI déclare que « l'Australie serait, dans la mesure du possible, un acteur clé de la campagne », suite à quoi le CEI décide d'organiser une conférence⁴⁹.

Dans une interview accordée en 1997, R.J. Smith affirme : « Au début de l'hiver dernier, lorsque le ministère américain des Affaires étrangères a annoncé qu'il allait demander des contrôles obligatoires à Kyoto, nous nous sommes demandés ce que nous pouvions faire, comment arrêter ce processus⁵⁰. »

R.J. Smith rencontre alors Ray Evans, de la Western Mining Corporation (une entreprise minière australienne), pour commencer à mettre au point une stratégie.

En 1997, ils organisent une conférence à Washington, réunissant des Australiens et plusieurs figures clés de la sphère négatrice. PR Watch, un webzine qui analyse les pratiques et les paroles des communicants, commente la conférence en ces termes : « Les preuves scientifiques des changements climatiques ont été balayées d'un revers de main, et toute politique qui viserait à limiter les émissions a été qualifiée de gouffre financier⁵¹. » Paul O'Sullivan, chargé de mission pour l'ambassade d'Australie à Washington, était au perchoir.

En août 1997, le CEI et l'organisme-écran Frontiers of Freedom parrainent une autre conférence, cette fois-ci à Canberra, en Australie, en partenariat avec les Chambres du commerce australienne et néozélandaise ainsi que la WMC. Ray Evans et Hugh Morgan, directeurs de la Western Mining Corporation, jouent un rôle de premier plan lors de la conférence, et les participants comptent notamment le vice-Premier ministre australien Tim Fischer et le ministre de l'Environnement Rober Hill. T. Fischer prétend que l'adoption d'objectifs de réduction d'émissions ambitieux serait une menace pour 90 000 emplois australiens, et coûterait plus de 150 millions de dollars US⁵².

⁴⁵ <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php>

⁴⁶ <http://cei.org/pages/co2.cfm>

⁴⁷ http://royalsociety.org/Report_WF.aspx?pageid=8256&terms=ExxonMobil et <http://www.guardian.co.uk/environment/2006/sep/20/oilandpetrol.business>

⁴⁸ B. Burton, « WMC's Campaign to Scuttle Binding Targets », in *Mining Monitor*, Vol. 2 (4), décembre 1997, p. 1.

⁴⁹ Id.

⁵⁰ Id. ; <http://www.cei.org/gencon/005.01305.cfm> ; <http://www.prwatch.org/prwissues/1997Q4/warming.html>.

⁵¹ <http://www.prwatch.org/prwissues/1997Q4/warming.html>

⁵² Id.

Parmi les intervenants figurent l'américain Patrick Michaels, des politiciens rangés du côté des climato-sceptiques, le député américain John Dingell⁵³, le sénateur Chuck Hagel ainsi que le Richard Lawson, PDG de la *National Mining Association* (organisation qui représente les intérêts des sociétés minières américaines), qui avait déjà participé à la dernière réunion du CEI.

D'après R.J. Smith du CEI, la conférence de Canberra avait pour objectif de « donner du courage au [Premier ministre australien John Howard] et de lui faire savoir que la population américaine le soutient » dans sa politique d'obstruction⁵⁴.

Plus tard cette même année, un membre australien du CEI, Hugh Morley, écrit sur le site Internet de l'institut : « Si l'Australie tient fermement ses positions, après tout, le traité de Kyoto ne verra peut-être jamais le jour⁵⁵. »

Depuis, le mouvement de déni climatique australien, orchestré par l'Institute of Public Affairs, un *think tank* conservateur, avec les financements de la WMC et d'autres grands groupes industriels, a toujours maintenu des relations étroites avec les climato-sceptiques américains. Ainsi, l'Australie a adopté une politique climatique peu ambitieuse, et ne s'est ralliée au Protocole de Kyoto qu'après le départ de l'administration Howard, en 2008.

1998 : la stratégie de communication de l'American Petroleum Institute

Début 1998, un petit groupe se rassemble au sein de l'American Petroleum Institute (API)⁵⁶ afin de mettre au point un programme de communication destiné à remettre en cause la science du climat. Ce groupe comprend des représentants d'Exxon, de Chevron, de la Southern Company (une grande entreprise charbonnière américaine), de l'API ainsi que des individus issus de différents organismes-écrans et groupes de réflexion conservateurs qui, aujourd'hui, continuent de mener campagne contre la science du climat, notamment le George C Marshall Institute, Frontiers of Freedom, The Advancement of Sound Science Coalition (TASSC) et le Committee for a Constructive Tomorrow. Tous reçoivent depuis des années des subventions d'ExxonMobil et d'autres géants de l'industrie⁵⁷.

Greenpeace s'est procuré un exemplaire de cette stratégie⁵⁸, qui proposait de :

« [...] mettre en place un programme de relations avec les médias nationaux afin de les informer des incertitudes de la science du climat ; de générer des informations à l'échelle nationale, régionale et locale sur les incertitudes scientifiques et ainsi éduquer et informer le public, en vue de les inciter à questionner les responsables politiques. »

Ce programme, qui devait être mis en place en amont comme en aval de la réunion de la CCNUCC (COP4) cette même année à Buenos Aires, s'articule autour de plusieurs piliers fondamentaux :

⁵³ <http://www.opensecrets.org/politicians/industries.php?cycle=Career&cid=N00001783&type=I> ; le lobby des compagnies d'électricité constitue la plus grosse source de financement de J. Dingell.

⁵⁴ B. Burton, « WMC's Campaign to Scuttle Binding Targets », op. cit. n°46 ; <http://www.prwatch.org/prwissues/1997Q4/warming.html>

⁵⁵ <http://cei.org/gencon/005.01305.cfm>

⁵⁶ <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=11>

⁵⁷ Liste des organismes : <http://www.exxonsecrets.org/html/listorganizations.php> Cliquer sur chacun d'entre eux pour faire apparaître la liste des financements attribués par ExxonMobil, ainsi que les liens vers les documents correspondants.

⁵⁸ Note de Joe Walker sur le Programme stratégique de communication, American Petroleum Institute, avril 1998. <http://research.greenpeaceusa.org/?a=view&d=4383>

« Nous aurons réussi lorsque :

- le citoyen moyen aura compris / reconnu qu'il existe des incertitudes dans la science du climat (la reconnaissance des incertitudes doit devenir partie intégrante de la « sagesse conventionnelle ») ;
- les médias auront compris / reconnu qu'il existe des incertitudes dans la science du climat ;
- ceux qui encouragent le Protocole de Kyoto en s'appuyant sur les données scientifiques actuelles donneront l'impression d'avoir perdu le sens des réalités⁵⁹. »

Une partie de la stratégie consistait à coordonner une « critique scientifique exhaustive des recherches et des conclusions du Giec », afin de permettre ainsi aux décideurs de « entretenir un doute profond sur les fondements scientifiques du Protocole de Kyoto, si bien que les responsables politiques américains non seulement refuseront d'y adhérer, mais s'efforceront également de freiner son entrée en vigueur, notamment lors de la réunion de Buenos Aires, en novembre prochain⁶⁰. »

Pour mener à bien cette stratégie, cinq scientifiques « indépendants » sont recrutés et formés – « de nouveaux visages [...] qui n'ont pas été surexposés dans le débat climatique » étaient ainsi censés faire leur percée sur la scène médiatique. L'API cherche à « optimiser l'impact des avis scientifiques similaires aux [siens] sur le Congrès, les médias et autres publics clés », tout en avouant sans gêne que les professeurs et les étudiants constitueraient la cible prioritaire, afin de « de faire obstacle aux futurs efforts visant à imposer des mesures du type Kyoto⁶¹. »

2001 : le troisième Rapport d'évaluation (RE3)

Dans son troisième Rapport d'évaluation (RE3), publié en 2001, le Giec fait état du consensus existant sur les changements climatiques, notamment par le biais de ces résultats :

« Globalement, il est très probable que les années 90 aient été la décennie la plus chaude et 1998 l'année la plus chaude depuis que l'on tient des relevés, c'est-à-dire depuis 1861⁶². » ; « [...] l'essentiel du réchauffement observé ces 50 dernières années est probablement dû à l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre⁶³. » ; « Il est pratiquement certain que les émissions de CO₂ dues à la combustion de combustibles fossiles vont exercer une influence dominante, tout au long du 21^{ème} siècle, sur les tendances de la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère⁶⁴. »

Comme pour le premier Rapport d'évaluation, le Giec doit à nouveau faire face aux contestations de l'industrie des combustibles fossiles, alors même que le rapport est encore en cours de rédaction.

En septembre 2001, les membres du Giec se réunissent à Londres pour convenir du dernier chapitre et du résumé du RE3. La dernière version du rapport contient l'affirmation suivante :

⁵⁹ Programme stratégique de communication, p. 2 du PDF.

⁶⁰ Ibid., p. 4.

⁶¹ Note de Joe Walker sur le Programme stratégique de communication, American Petroleum Institute, avril 1998, p. 7 du PDF. <http://research.greenpeaceusa.org/?a=view&d=4383>

⁶² Contribution du Groupe de travail I au troisième Rapport d'évaluation du Giec, *Bilan 2001 des changements climatiques : les éléments scientifiques, Résumé à l'intention des décideurs*, p. 3. <http://www.ipcc.ch/pdf/climate-changes-2001/scientific-basis/scientific-spm-ts-fr.pdf>

⁶³ Ibid., p. 12.

⁶⁴ Id.

« De toute évidence, le climat de la terre a évolué à l'échelle régionale et mondiale depuis l'époque préindustrielle, et certains aspects de cette évolution sont imputables aux activités humaines⁶⁵. » Lors de cette réunion, Brian Flannery, mandaté par ExxonMobil, suggère de supprimer la dernière partie de la phrase (« certains aspects de cette évolution sont imputables aux activités humaines »). Le Giec choisit d'ignorer la proposition d'amendement d'Exxon et de maintenir son affirmation⁶⁶.

L'American Petroleum Institute commande une analyse du RE3

Au cours de l'été 2001, avant la publication du RE3, l'American Petroleum Institute fait circuler un document interne, rédigé par Lenny Bernstein pour le compte de l'institut. Ce document expose les principaux arguments dont l'establishment industriel est censé se servir pour contester les conclusions de la communauté scientifique internationale⁶⁷.

Lenny Bernstein est idéalement placé pour critiquer le troisième Rapport d'évaluation : il est l'un des ses auteurs principaux⁶⁸. Son analyse offre ainsi aux membres de l'API des angles d'attaque pour critiquer le rapport du Giec, élaborant des arguments qui ont par la suite été repris à l'envie par de nombreux industriels et climato-sceptiques, ainsi que par l'administration Bush.

« Le Giec est lui-même composé de représentants des gouvernements [...] Le Résumé à l'intention des décideurs [...] possède une posture politique bien plus marquée », écrit L. Bernstein, oubliant de préciser que ce résumé est l'aboutissement très prudent d'un long processus consensuel.

Mais L. Bernstein insiste surtout sur « l'argument des incertitudes », affirmant que les sceptiques peuvent entretenir l'apparence d'un débat non tranché sur la science climatique en faisant constamment référence aux « incertitudes considérables » qui pèsent sur ce domaine d'études complexe. Il apprend également aux industriels à mettre en valeur les « effets positifs » de l'augmentation des concentrations de CO₂ et des températures, qui entraînent « un allongement des périodes de végétation en Europe⁶⁹ » et pourrait permettre « d'aider à nourrir une population mondiale croissante⁷⁰ ».

L'American Enterprise Institute attaque le RE3

Des exemplaires du RE3 sont divulgués bien avant la finalisation du rapport, déclenchant une attaque « en amont » par l'industrie climato-sceptique.

Kenneth Green, de l'American Enterprise Institute for Public Policy Research⁷¹ (AEI, groupe de pression ayant bénéficié de 2,1 millions de dollars de financements de la part d'ExxonMobil depuis 1998⁷²), joue un rôle clé dans la stratégie d'attaque des industriels. Avant la publication du RE3, il écrit plusieurs articles dans lesquels il incrimine les modèles utilisés par le Giec et qualifie le processus d'élaboration des rapports de « politique »⁷³.

En 2001, il déclare notamment que le « Giec, organisation politique, élabore des documents d'orientation qui dominent les discussions politiques internationales. Les rapports du Giec sont présentés comme des analyses scientifiques, alors que leurs grandes lignes sont tracées par des représentants des gouvernements [...] Le processus est bien loin des

⁶⁵ Giec, *Changements climatiques 2001 : Rapport de synthèse, Résumé à l'intention des décideurs*, p. 4.

<http://www.ipcc.ch/pdf/climate-changes-2001/synthesis-spm/synthesis-spm-fr.pdf>

⁶⁶ D'après le rapport d'un membre de Greenpeace participant à la réunion.

⁶⁷ http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/ceq/foia_extreme.html, document intitulé : extreme_weather_ceq_10.pdf

⁶⁸ <http://www.exxonsecrets.org/html/personfactsheet.php?id=1012>

⁶⁹ Op. cit., n°65, p. 23.

⁷⁰ Ibid., p. 2.

⁷¹ <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=9>

⁷² Id.

⁷³ Kenneth Green, *Politics foils objective UN Climate Change Report – again*, Tech Central Station, 26 février 2001.

<http://www.tcsdaily.com/printArticle.aspx?ID=022601F>

méthodologies scientifiques et des normes de publications habituelles. Les architectes de ces documents sont très sélectifs vis-à-vis des études qu'ils prennent en compte. La procédure d'examen par les pairs leur sert au mieux de feuille de vigne⁷⁴. »

K. Green qualifie le Résumé à l'intention des décideurs de « produit dérivé » qui condense les résultats du groupe et les « reformule dans un langage adapté aux lecteurs moyennement éduqués⁷⁵. »

D'après K. Green, le résumé contient essentiellement des « scénarios spéculatifs » qui ne reflètent pas le rapport dans son ensemble. Il affirme également : « le résumé n'est pas soumis à l'évaluation par les pairs, ses auteurs sont anonymes, sa rédaction est indépendante de celle du reste du rapport et, en raison de son extrême brièveté, certains enjeux sont simplifiés à l'excès⁷⁶. »

En octobre 2000, en tant que directeur des programmes environnementaux d'un autre organisme-écran, le Reason Public Policy Institute⁷⁷, Kenneth Green résume dans un briefing ce que nous identifions comme étant les « commandements de base » des détracteurs du Giec⁷⁸ : attaquez les modèles, attaquez l'objectivité, prétendez que le Giec est un organisme politique et non scientifique, attaquez les données et attaquez les scientifiques.

Autres attaques contre le RE3

« Le Résumé à l'intention des décideurs [...] représente un consensus établi entre les représentants des gouvernements (la plupart desquels représentent également leur pays dans les négociations du Protocole de Kyoto), plutôt qu'entre les scientifiques. Par conséquent, ce document a fortement tendance à masquer les incertitudes et à présenter des scénarii terrifiants qui ne reposent sur aucune preuve. »

Richard Lindzen⁷⁹, The Wall Street Journal, 11 juin 2001⁸⁰

D'après Myron Ebell⁸¹, qui dirige le programme consacré au réchauffement climatique du Competitive Enterprise Institute (un groupe de pression libéral américain), la publication du Résumé à l'intention des décideurs s'apparente davantage à « une campagne de communication politique qu'à une publication sur la science du climat. » Il ajoute que ce document de 18 pages « ne permet pas de résumer de façon équitable et exacte l'ensemble du troisième Rapport d'évaluation du Giec, qui compte plus de 1 000 pages et qui n'a pas encore été publié dans sa version définitive⁸². »

⁷⁴ Kenneth Green, *Science Matters – Even for the Environment*, Tech Central Station, 5 février 2001. <http://www.tcsdaily.com/printArticle.aspx?ID=020501E>

⁷⁵ Kenneth Green, *Mopping up After a Leak: Setting the Record Straight on the 'New' Findings of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)*, Reason Public Policy Institute, 29 octobre 2000. <http://www.rppi.org/ebrief105.html>

⁷⁶ Kenneth Green, *Playing Politics with Climate Report Hurts Science*, Tech Central Station, 27 novembre 2000. <http://www.tcsdaily.com/printArticle.aspx?ID=112700H>

⁷⁷ Reason Public Policy Institute et son organisation jumelle, la Reason Foundation. Pour en savoir plus, consulter : <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=63>

⁷⁸ Kenneth Green, *Mopping up After a Leak: Setting the Record Straight on the 'New' Findings of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)*, op. cit. n°73.

⁷⁹ <http://www.exxonsecrets.org/html/personfactsheet.php?id=17> et <http://www.desmogblog.com/richard-lindzen>

⁸⁰ <http://www.opinionjournal.com/editorial/feature.html?id=95000606>

⁸¹ <http://www.csmonitor.com/2001/0124/p2s1.html> ; http://www.sourcewatch.org/index.php?title=Myron_Ebell

⁸² « Latest IPCC Summary Politics, not Science, Says Analyst », in *The Electricity Daily*, 25 janvier 2001.

2007 : le quatrième Rapport d'évaluation (RE4)

Fin 2007, dans le cadre de son quatrième Rapport d'évaluation (RE4), le Giec publie un Rapport de synthèse, compilant les travaux des trois Groupes de travail. La synthèse s'appuie sur les recherches précédentes et en confirme les résultats, affirmant que le réchauffement des systèmes climatiques de la Terre est désormais « sans équivoque⁸³ ».

« L'essentiel de l'élévation de la température moyenne du globe observée depuis le milieu du XXe siècle est très probablement attribuable à la hausse des concentrations de GES anthropiques. Il est probable que tous les continents, à l'exception de l'Antarctique, ont généralement subi un réchauffement anthropique marqué depuis cinquante ans⁸⁴. »

Le Rapport de synthèse souligne également :

« Vu les politiques d'atténuation et les pratiques de développement durable déjà en place, les émissions mondiales de GES continueront d'augmenter au cours des prochaines décennies (large concordance, degré élevé d'évidence)⁸⁵. »

Par ailleurs, le Giec renouvelle et met à jour ses « motifs de préoccupation⁸⁶ » concernant la capacité de survie des écosystèmes vulnérables face aux changements climatiques, les risques de phénomènes météorologiques extrêmes, les coûts liés aux impacts et la montée du niveau des eaux.

L'American Enterprise Institute propose de rémunérer les scientifiques pour discréditer le Giec

En juillet 2006, soit six mois avant la publication du RE4, l'AEI fourbit ses armes. Dans une lettre⁸⁷ ayant filtré dans les médias⁸⁸, on apprend que l'institut est à la recherche de scientifiques reconnus qui seraient disposés à « examiner » le Rapport d'évaluation du Giec, une fois celui-ci publié⁸⁹. L'AEI espère trouver des scientifiques désireux d'effectuer une analyse de 10 000 mots contre une rémunération de 10 000 dollars, pour « explorer consciencieusement les limites des résultats des modélisations climatiques, dans le sens où celles-ci relèvent du domaine du développement des politiques climatiques ».

L'idée de cette campagne de recrutement est de dénicher des scientifiques universitaires qui ne se sont pas ou peu exprimés dans les médias au sujet des changements climatiques. L'AEI pense être ainsi en mesure de faire taire les critiques en présentant des « états de service » irréprochables qui donneraient plus de poids à ses arguments.

Les médias s'emparent de l'affaire au moment de la publication du premier rapport du RE4, en février 2007⁹⁰. Le professeur Steve Schroeder, de l'université du Texas A&M, a refusé l'invitation, confiant au Washington Post qu'il craint de voir sa contribution être assimilée à des idées 'excentriques' qui remettent en cause l'existence du réchauffement climatique⁹¹. »

⁸³ Giec, *Changements climatiques 2007, Rapport de synthèse*, p. 2. http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf

⁸⁴ Ibid., pp. 5-6.

⁸⁵ Ibid., p. 7.

⁸⁶ Ibid., p. 64.

⁸⁷ <http://www.desmogblog.com/sites/beta.desmogblog.com/files/AEI.pdf>

⁸⁸ *AEI Seeks Scientists for Sale: \$10,000 to First Taker*, DeSmog Blog, 9 novembre 2006. <http://www.desmogblog.com/aei-want-ad-seeks-scientists-for-sale-10-000-to-first-taker>

⁸⁹ Id.

⁹⁰ <http://environment.guardian.co.uk/climatechange/story/0,,2004397,00.html>

⁹¹ <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/02/04/AR2007020401213.html>

La lettre d'invitation a été rédigée par les lobbyistes en chef de l'AEI, Kenneth Green⁹² et Steven F. Hayward⁹³, qui entretiennent tous deux des liens étroits et de longue date avec plusieurs organismes écrans financés par les grandes compagnies industrielles. S.F. Hayward collabore notamment avec le Pacific Research Institute for Public Policy (subventions accordées par Exxon depuis 1998 : 530 000 dollars⁹⁴), la Heritage Foundation (subventions accordées par Exxon depuis 1998 : 585 000 dollars⁹⁵), et le Reason magazine (subventions accordées par Exxon depuis 1998 : 381 000 dollars⁹⁶).

Kenneth Green officie à l'AEI en tant que « professeur invité » et contribue également à la rédaction du site Internet Tech Central Station (95 000 dollars de financements attribués par Exxon depuis 1998), publié par l'agence de relations publiques DCI⁹⁷ (dont Exxon est l'un des clients). Il a dirigé l'Environmental Literacy Council – organisme largement financé par les compagnies pétrolières et l'industrie extractive pour colporter leur propagande jusque dans les salles de classe⁹⁸. Il a également occupé le poste de scientifique en chef au sein du Fraser Institute⁹⁹ (120 000 dollars de subventions de la part d'Exxon depuis 2003), et a dirigé le programme environnemental du Reason Public Policy Institute (voir schéma p. 5). Aujourd'hui, K. Green est une référence « indépendante » largement citée sur les questions climatiques et énergétiques à Washington...

Le Fraser Institute lance une évaluation « indépendante »

Trois jours avant la publication du premier des quatre rapports du RE4, le groupe de réflexion canadien Fraser Institute tient une conférence de presse à Londres, animée par l'un de ses membres distingué, l'économiste Ross McKittrick¹⁰⁰.

Le Fraser Institute y annonce la sortie de son « évaluation scientifique indépendante », un document dont la présentation ressemble à s'y méprendre à celle des rapports du Giec, mais qui remet en question les modèles et les conclusions de l'organisme scientifique.

Les ressources du Giec proviennent uniquement du système des Nations Unies, et la majorité de ses contributeurs intervient presque entièrement bénévolement. En revanche, l'équipe de « spécialistes » du Fraser Institute compte parmi ses membres plusieurs scientifiques directement liés aux organismes-écrans et autres groupes de réflexion conservateurs financés par les industriels, et aucun d'entre eux n'a publié d'article approuvé par les pairs sur les changements climatiques¹⁰¹.

Les « suspects habituels » s'en mêlent

La publication du quatrième Rapport d'évaluation fait sortir du terrier la « ligne de front » des négateurs qui, depuis le début des années 1990, fait campagne pour saper la science du climat : Fred Singer¹⁰², Richard Lindzen¹⁰³, Patrick Michaels¹⁰⁴ et William O'Keefe¹⁰⁵, ainsi que des organismes tels que le George C. Marshall Institute¹⁰⁶, le Cato Institute¹⁰⁷ (subventions d'Exxon depuis 1998 : 125 000 dollars) et le Competitive Enterprise Institute¹⁰⁸.

⁹² <http://www.exxonsecrets.org/html/personfactsheet.php?id=511>

⁹³ <http://www.exxonsecrets.org/html/personfactsheet.php?id=46>

⁹⁴ <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=61> ;

http://sourcewatch.org/index.php?title=Pacific_Research_Institute

⁹⁵ <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=42> ; http://sourcewatch.org/index.php?title=Heritage_Foundation

⁹⁶ <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=63> ; <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=64>

⁹⁷ <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=112>

⁹⁸ Liste des bailleurs de fonds sur : <http://www.enviroliteracy.org/article.php/701.html> (API, Koch, XOM, GE, Georgia Pacific, International Paper, Weyerhaeuser, etc.) Les références ont été depuis supprimées du site Internet.

⁹⁹ <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=107> ; <http://www.desmogblog.com/fraser-institute-keeping-bad-company> ;

http://sourcewatch.org/index.php?title=Fraser_Institute

¹⁰⁰ <http://www.desmogblog.com/ross-mckittrick>

¹⁰¹ <http://www.realclimate.org/index.php/archives/2007/02/fraser-institute-fires-off-a-damp-squib/>

¹⁰² <http://www.exxonsecrets.org/html/personfactsheet.php?id=1>

¹⁰³ <http://www.exxonsecrets.org/html/personfactsheet.php?id=17>

¹⁰⁴ <http://www.exxonsecrets.org/html/personfactsheet.php?id=4>

¹⁰⁵ <http://www.exxonsecrets.org/html/personfactsheet.php?id=289>

¹⁰⁶ <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=36>

Dans un article du New York Sun, Fred S. Singer¹⁰⁹ s'en prend aux modèles et à la politique du Giec¹¹⁰.

Le groupe de pression libéral Competitive Enterprise Institute (CEI) ressort des cartons un argument familier. « Le Résumé à l'intention des décideurs est conçu comme un outil de propagande destiné à promouvoir un alarmisme sur le réchauffement planétaire. Il n'a pas été rédigé par les scientifiques à l'origine du rapport, mais par les gouvernements du Giec¹¹¹ », déclare Marlo Lewis¹¹², un lobbyiste du CEI.

Depuis quelque temps déjà, le CEI se préparait à la publication du RE4. Le 15 février 2007, lors d'un événement organisé spécialement pour l'occasion à la Heritage Foundation, un des membres distingués du CEI, Christopher Horner, (avocat de profession, et non climatologue) avait présenté son nouvel ouvrage intitulé en anglais « The politically incorrect guide to global warming and environmentalism » (*Guide du politiquement incorrect sur le réchauffement planétaire et l'environnementalisme*) – un livre dédié corps et âme à la science du climat¹¹³...

2009-2010 : pas de scandale derrière les portes du *climate-gate*

« Le fait que les journalistes aient jugé bon de relayer le scandale du 'climate-gate' montre qu'ils accordent bien plus de considération aux scientifiques qu'aux climato-sceptiques, même si, étant toujours en quête de polémique, ils ne voudront jamais l'admettre. »

Mark Boslough¹¹⁴, physicien, laboratoires Sandia National

Fin 2009, des courriers électroniques échangés par des scientifiques de l'université britannique d'East Anglia sont piratés puis diffusés sur Internet. Ce piratage déclenche une véritable polémique qui fait les choux gras des médias, en particulier outre-manche. Cette fois-ci, le club des sceptiques, d'ordinaire bien organisé, se contente de suivre le fil des informations, ou plutôt des « non-informations » dénichées par des amateurs, et de s'en faire l'écho, convaincu d'avoir enfin trouvé la preuve d'une conspiration planétaire ou d'un échec scientifique.

Piratage des courriels de la CRU l'université d'East Anglia

Comme l'explique cette vidéo¹¹⁵, aucun élément contenu dans les courriers électroniques provenant de l'Unité de recherche sur le climat (CRU) d'East Anglia ne remet en cause la science du climat. Toutefois, cela n'empêche pas les négateurs de prétendre que ces courriels sonnent le glas de la science climatique, exposant au grand jour une conspiration monumentale – allégations que certains médias se sont empressés de propager.

Plusieurs enquêtes indépendantes sont en cours. Elles seront certainement les bienvenues, même si certaines investigations ont déjà permis de mettre les scientifiques hors de cause. À l'heure actuelle, il est impossible de savoir si les recherches menées par la police permettront de démasquer les pirates et de faire la lumière sur leur mode opératoire. Rien ne garantit non plus que la procédure donne effectivement lieu à des poursuites judiciaires.

¹⁰⁷ <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=21>

¹⁰⁸ <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=2>

¹⁰⁹ <http://www.exxonsecrets.org/html/personfactsheet.php?id=1>

¹¹⁰ « Not so dire after all », in *New York Sun*, 2 février 2007, p. 8. <http://www.nysun.com/opinion/not-so-dire-after-all/47920/>

¹¹¹ <http://cei.org/gencon/003.05741.cfm>

¹¹² <http://www.exxonsecrets.org/html/orgfactsheet.php?id=2>

¹¹³ <http://www.heritage.org/press/events/ev021507b.cfm>

¹¹⁴ http://www.csicop.org/si/show/mann_bites_dog_why_climategate_was_newsworthy/

¹¹⁵ http://www.youtube.com/watch?v=7nnVQ2fROOg&feature=player_embedded

Après avoir replacé dans leur contexte, lu et relu les quelque 1 100 courriels dérobés, cinq journalistes de l'agence de presse américaine Associated Press (AP) ont conclu que la science du climat n'était peut-être pas toujours « belle à voir, mais pas truquée » :

« Depuis la divulgation des courriels il y a trois semaines, ceux qui s'opposent de longue date au courant majoritaire de la science du climat n'ont cessé de citer des extraits provenant uniquement d'une dizaine de messages. Les députés républicains et l'ancienne candidate à la vice-présidence Sarah Palin ont demandé la conduite d'enquêtes indépendantes, le report de la réglementation sur les gaz à effet de serre de l'Agence américaine de protection environnementale ou bien encore le boycott pur et simple des négociations internationales de Copenhague, criant haro sur la 'culture la corruption' que ces courriers électroniques étaient censés démontrer. Ce ne sont pas les conclusions auxquelles est parvenue l'AP. Nous avons simplement trouvé des éléments qui montrent que des efforts ont été réalisés pour présenter les données de la façon la plus convaincante possible¹¹⁶. »

Les négateurs eux-mêmes ont admis que les courriels piratés ne remettaient pas en question le vaste corpus de la science du climat. Interrogés à ce sujet le 1^{er} mars 2010 par le Comité scientifique et technologique de la Chambre des Lords britannique¹¹⁷, les climat-sceptiques Lord Lawson et Benny Peiser, membres du nouvel organisme-écran Global Warming Policy Foundation¹¹⁸, ont tous deux admis que, dans le pire des cas, la correspondance mettait en évidence un problème au niveau des procédures de l'Unité de recherche sur le climat (CRU), mais pas au sein de la science du climat¹¹⁹.

Ni Lord Lawson ni Benny Peiser ne sont climatologues, ce que le second a reconnu devant le Comité. Toutefois, ils continuent de faire de cette science leur principale plateforme. Bob Ward, de l'université d'économie de Londres (London School of Economics), a relevé une erreur dans un graphique présentant la courbe des températures du 21^{ème} siècle, publié sur le site Internet de la Global Warming Policy Foundation. Cette erreur n'a pas été corrigée. « Bien qu'il s'agisse d'une erreur relativement mineure, c'est le genre d'écarts dont de nombreux sceptiques n'hésiteraient pas à s'emparer s'ils les trouvaient sur le site Internet de l'Unité de recherche sur le climat », signale B. Ward sur le blogue du Guardian¹²⁰.

À une autre occasion, Benny Peiser a déformé les propos de Sir John Houghton, ancien président d'un groupe de travail du Giec, attribuant au scientifique la phrase suivante : « À moins d'annoncer une catastrophe, personne ne nous écouterait¹²¹. » « [Il] m'attribue, ainsi qu'au Giec, un comportement excessif et de bonimenteur. Je n'ai jamais écrit ou dit une telle chose », a confié Sir John Houghton à The Observer¹²².

L'un des scientifiques au cœur de la polémique du climate-gate, Michael Mann, a été « lavé de tous soupçons » par l'université de Pennsylvanie, où il dirige le centre de science du système terrestre, au sein du département de météorologie. « L'enquête interne a montré que M. Mann n'avait pris part à aucune initiative, directement ou indirectement, visant de façon manifeste à supprimer ou falsifier des données¹²³. »

¹¹⁶ <http://abcnews.go.com/Technology/wireStory?id=9319400>

¹¹⁷ Réponse à la question n° 24 : « Dr Peiser : Personnellement, je ne crois pas que la divulgation de cette correspondance change grand-chose au débat scientifique en général. »

¹¹⁸ http://www.parliament.uk/parliamentary_committees/science_technology/s_t_cru_inquiry.cfm

¹¹⁹ Les deux membres de la Global Warming Policy Foundation ont refusé de révéler leurs financements au comité spécial.

¹²⁰ http://sourcewatch.org/index.php?title=Global_Warming_Policy_Foundation

¹²¹ <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200910/cmselect/cmsctech/uc387-i/uc38702.htm>

¹²² <http://www.guardian.co.uk/environment/2010/mar/05/global-warming-thinktank-double-standards>

¹²³ <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2010/feb/07/robin-mckie-benny-peiser-climate>

¹²³ <http://www.guardian.co.uk/theobserver/2010/feb/14/climate-change-scepticism-robin-mckie>
http://www.research.psu.edu/orp/Findings_Mann_Inquiry.pdf

À ce jour, une dernière enquête est toujours en cours à l'université de Pennsylvanie.

Remise en question des références du Giec

Après avoir exploité l'affaire des courriels dérobés, les négateurs rebondissent en s'efforçant d'établir un lien entre le piratage de la CRU et leur cible favorite : le Giec. Les médias britanniques sont aux commandes, avec le soutien de la communauté négatrice désormais bien établie outre-manche, qualifiant la moindre accusation de véritable « scandale ».

Les accusations, qui portaient principalement sur trois références distinctes, ont été soigneusement réfutées par les climatologues sur le blogue RealClimate¹²⁴. En résumé, deux erreurs ont été relevées dans le rapport du Giec, la troisième allégation d'erreur ayant été pleinement démentie.

Le quatrième rapport d'évaluation (RE4) contient, dans sa version anglaise d'origine, 2 800 pages et environ 18 000 références. Les deux sources incorrectes qui ont été identifiées soulignent légitimement la nécessité d'analyser les procédures suivies par le Giec dans la production de ses rapports – analyse à laquelle le Giec a fait savoir qu'il procéderait.

Mais encore une fois, ces pseudo-scandales montés en épingle n'ont fait que miner le vaste corpus qui prouve que les changements climatiques sont bel et bien une réalité, et qu'ils sont causés par l'activité humaine.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a annoncé qu'un comité indépendant procéderait à l'évaluation des procédures du Giec¹²⁵ – ce qui est une initiative bienvenue. Il a également précisé : « Que les choses soient claires : la menace posée par le changement climatique est réelle. Rien de ce qui a été prétendu ou révélé dans les médias récemment ne met en cause le consensus scientifique de base sur les changements climatiques. Cela ne diminue pas non plus l'importance du travail du Giec.¹²⁶ »

Les messages dérobés à la CRU ont servi de tremplin au mouvement climato-sceptique pour lancer une campagne tous azimuts impliquant l'ensemble de la sphère du déni climatique, des climato-sceptiques britanniques à la Fox News, en passant par le journaliste Marc Morano, l'animateur radio Rush Limbaugh, jusqu'au sénateur républicain James Inhofe, aux États-Unis¹²⁷.

James Inhofe s'efforce désormais d'utiliser l'affaire du *climate-gate* et le non-scandale des références du Giec pour lancer une véritable « chasse aux sorcières » contre 17 climatologues de renommée mondiale et auteurs principaux du Giec. Son objectif est non seulement de mettre en cause les conclusions du groupe d'experts, mais aussi d'ébranler les fondements scientifiques des nouvelles normes de régulation des émissions de gaz à effet de serre édictées par l'Agence de protection environnementale (EPA) aux États-Unis¹²⁸.

Le 16 février 2010, le Competitive Enterprise Institute (CEI), ainsi que Fred Singer, ont déposé un recours en justice contre l'EPA, exigeant que celle-ci abandonne toutes ses propositions de réglementation en matière de CO₂ et autres gaz à effet de serre, sur la base de la correspondance piratée de la CRU et des soi-disant « séries de données erronées » du Giec¹²⁹.

¹²⁴ <http://www.realclimate.org/index.php/archives/2010/02/ipcc-errors-facts-and-spin/>

¹²⁵ http://www.un.org/News/briefings/docs//2010/100310_IAC.doc.htm

¹²⁶ <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=21420&Cr=climatique&Cr1=>

¹²⁷ <http://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E01&cycle=All&recipdetail=M&sortorder=U>

¹²⁸ http://www.climate-science-watch.org/index.php/csw/details/sen._inhofe_inquisition_seeking_to_criminalize_climate_scientists/

¹²⁹ <http://cei.org/rcandtestimony/2010/02/16/late-breaking-events-trigger-new-call-epa-reconsider-its-global-warming-de>

20 ans de campagne climato-sceptique

Au cours des 20 dernières années, l'industrie du déni climatique s'est forgé une place sur la scène internationale, lentement mais sûrement. Bien que ce mouvement reste essentiellement ancré dans les pays anglo-saxons, avec comme axe principal les États-Unis, il s'étend progressivement à d'autres pays que les négateurs et les groupes de réflexion jugent stratégiques.

Hormis les États-Unis, les pays cités ci-dessous engagent également des politiques climatiques qui sont loin d'être à la hauteur du défi climatique que le monde doit relever.

Australie

Les événements récents qui se sont produits en Australie ont entraîné le déboulonnage du leader de l'opposition, Malcom Turnbull. Son soutien en faveur de la création d'un système d'échange de quotas d'émissions avait en effet déclenché la polémique¹³⁰. Face à un vent de révolte des « négateurs du climat », M. Turnbull a cédé la tête du Parti Libéral (centre-droit) au profit du climato-sceptique Tony Abbott¹³¹.

Il existe des liens étroits entre les acteurs clés de la mouvance anti-climatique en Australie (Bob Carter¹³², Ian Plimer¹³³, David Evans), et leurs compères américains. Ainsi, l'Institute of Public Affairs, un *think tank* conservateur australien, et différents groupes industriels invitent régulièrement des figures de proue du climato-scepticisme américain à venir donner des conférences en Australie¹³⁴. Mais le projet de système d'échange de quotas d'émissions n'est pas encore définitivement enterré.

Canada

Au Canada, les climato-sceptiques font preuve d'un dynamisme particulièrement vigoureux, avec comme piliers du mouvement McIntyre, McKittrick ou bien encore le Fraser Institute. Le gouvernement canadien s'avère l'un des plus réticents à mettre en place des mesures pour lutter contre les changements climatiques, revenant même sur les engagements qu'ils avaient pris en matière de réduction d'émissions. De plus, les autorités ont récemment adopté un nouveau protocole qui restreint l'accès des scientifiques aux médias, entraînant une diminution considérable de la couverture médiatique de la science du climat dans le pays¹³⁵.

Nouvelle-Zélande

La campagne des sceptiques est bien implantée en Nouvelle-Zélande, où la Business Roundtable (organisme regroupant les dirigeants des plus grandes entreprises du pays) organise régulièrement des séries de conférences sur le sujet, avec notamment pour invitées-vedettes Fred Singer au début des années 1990 et Lord Lawson en 2007¹³⁶. La position internationale adoptée par le gouvernement sur la question des changements climatiques est l'une des moins ambitieuses parmi les pays industrialisés.

Les négateurs néozélandais, australiens et canadiens ont uni leurs forces pour former ensemble la International Climate Science Coalition¹³⁷. La New Zealand Climate Science

¹³⁰ http://www.timesonline.co.uk/tol/comment/columnists/guest_contributors/article6962198.ece

¹³¹ <http://www.smh.com.au/opinion/politics/climate-sceptics-have-made-their-triumphant-return-20091201-k3xm.html>

¹³² <http://www.desmogblog.com/rm-bob-carter> et Exxonsecrets : <http://www.exxonsecrets.org/index.php?mapid=1536>

¹³³ <http://www.desmogblog.com/ian-plimer>

¹³⁴ Voir, par exemple, la visite de Patrick Michaels en août 2009 :

<http://www.ipa.org.au/events/information/year/2009/month/8/event/patrick-j.-michaels---climatologist-and-climate-change-sceptic>

¹³⁵ <http://www.montrealgazette.com/technology/Climate+change+scientists+feel+muzzled+Ottawa+documents/2684621/story.html>

¹³⁶ <http://www.stuff.co.nz/business/20841>

¹³⁷ <http://www.climatescienceinternational.org/>

Coalition, créée en 2006, avait conféré une renommée mondiale à un petit groupe de colonels et de scientifiques à la retraite stipendiés par le Heartland Institute pour participer à des conférences et se rendre aux négociations sur le climat à Bali, en 2008¹³⁸.

¹³⁸ http://www.listener.co.nz/issue/3541/columnists/10716/some_like_it_hot.html

Chapitre 2 : les rouages de la campagne de dissémination du doute

Il est important d'établir une distinction claire entre d'une part, les scientifiques de bonne foi qui contestent les théories des changements climatiques, cherchant à avancer d'autres explications possibles pour rendre compte de l'évolution du climat, et d'autre part, les efforts fournis par les négateurs climatiques pour saper la crédibilité des institutions scientifiques.

L'influence des taches solaires, la rotation de la Terre autour du soleil, l'exactitude des relevés de température, l'ampleur de la gravité du réchauffement climatique et autres questions ont toutes été abondamment traitées par la littérature scientifique de ces 20 dernières années. Les conclusions du Giec reflètent le fait que la seule théorie qui demeure étayée par des preuves, c'est celle d'un dérèglement climatique causé par les émissions de gaz à effet de serre, dont l'activité humaine est à l'origine.

Toutefois, une poignée de scientifiques, soutenus par la campagne climato-sceptique, cherche à entacher le débat politique par ses interventions dans la littérature universitaire. En permanence, ils mènent une « campagne de déni » qui consiste à présenter des publications et des revendications auxquelles ils s'efforcent de donner une apparence scientifique. La première partie de ce chapitre revient en détail sur ces tentatives de détournement de la science, puis sur les attaques personnelles dont ont été victimes plusieurs scientifiques, simplement pour avoir rendu public le fruit de leurs recherches. Enfin, le rapport analyse comment le mouvement du déni climatique a su placer des individus clés à des postes influents au sein de l'administration Bush, et comment le parti républicain a manifestement repris à son compte les messages climato-sceptique.

Bricolage scientifique contre crosse de hockey

Le climatologue Michael Mann, professeur à l'université de Pennsylvanie, a été à plusieurs reprises la cible des critiques acerbes formulées par le clan climato-sceptique, depuis la parution, en 2001, du troisième Rapport d'évaluation du Giec. Dans ce rapport, le scientifique publie une reconstruction des températures du dernier millénaire¹³⁹. Cette courbe en forme de crosse de hockey montre des températures relativement stables pendant 900 ans avec une brusque augmentation au cours du 20^{ème} siècle. Ce graphique parle de lui-même et constitue un élément scientifique probant.

En 2003, Sallie Baliunas et Willie Soon réussissent à faire publier dans le *Climate Research* une étude¹⁴⁰ remettant en question la « crosse de hockey ». M. Mann, récemment interrogé à ce sujet¹⁴¹, a déclaré :

« Cet article est l'un des plus médiocres qui ait jamais été donné de lire à la communauté de la recherche spécialisée en climatologie [...] Certains membres du comité éditorial sont visiblement parvenus à compromettre le processus de relations publiques pour autoriser la publication, dans la littérature professionnelle, de cet article entaché d'erreurs. Ceux qui, à Washington, s'opposent à toute initiative pour faire face au dérèglement du climat, ont immédiatement présenté cet article comme étant le coup de grâce porté à la thèse des changements climatiques – alors qu'en réalité, il ne s'agit que d'une étude extrêmement mauvaise qui n'aurait jamais dû être publiée. »

¹³⁹ Contribution du Groupe de travail I au troisième Rapport d'évaluation du Giec, op. cit. n°60, p. 4.

¹⁴⁰ <http://www.int-res.com/articles/cr2003/23/c023p089.pdf>

¹⁴¹ http://www.pointofinquiry.org/michael_mann_unprecedented_attacks_on_climate_research/, entretien avec Chris Mooney, 26 février 2010.

Nombre de personnes se rallient à l'avis de M. Mann. Otto Kline, éditeur de la revue à l'origine de l'article, finit d'ailleurs par admettre que « [les conclusions tirées par les auteurs] ne peuvent être déduites de manière convaincante à partir des données présentées dans l'article¹⁴². »

La rédaction de cet article a été en partie financée par l'American Petroleum Institute¹⁴³. Il a ensuite été révisé par le climato-sceptique néozélandais Chris de Freitas¹⁴⁴, qui a décidé de le publier malgré les réserves exprimées par au moins un des pairs participant au processus d'évaluation¹⁴⁵. Suite au tumulte déclenché par ce processus d'évaluation, trois membres du comité éditorial du *Climate Research* démissionnent¹⁴⁶.

D'autres climato-sceptiques tels que le canadien Ross McKittrick et Stephen McIntyre ont également cherché à égriller les travaux de Michael Mann, sans toutefois parvenir à empêcher la « crosse de hockey » d'être reprise dans de nombreuses analyses, ni d'illustrer le quatrième Rapport d'évaluation du Giec, où elle retrace la courbe des températures depuis 1 300 ans. Le site Internet RealClimate¹⁴⁷ revient sur ce point en détail, et M. Mann résume la situation en répondant ainsi à ses détracteurs :

« Nos opposants refusent de voir plus loin que le bout de leur nez ; ils refusent de se demander si toutes leurs critiques, au final, contribuent à changer le fond du problème. Ils connaissent déjà la réponse. Même s'ils étaient parvenus à discréditer la 'crosse de hockey', cela n'aurait en rien changé le problème n°1 de la science¹⁴⁸. »

La pseudoscience s'en prend aux ours polaires

Le processus d'évaluation par les pairs s'étant avéré problématique, les sceptiques décident, à partir de 2007, d'adopter une nouvelle approche.

En mars 2007, la revue *Ecological Complexity* publie un « point de vue », dans lequel on apprend que l'ours polaire n'est pas menacé par les changements climatiques, et que la diminution de la glace de mer arctique est moins importante que ce que veulent nous faire croire les articles scientifiques récemment publiés sur la question – et qui ont faits, eux, l'objet d'une révision par les pairs¹⁴⁹. Si *Ecological Complexity* publie par ailleurs des recherches « revues par les pairs », les « points de vue » ne répondent pas à cette même exigence. Les rapports soumis à ce processus et les autres étant publiés sous un format similaire, le lecteur non averti risque de s'y méprendre.

Parmi les auteurs de ce « point de vue », on retrouve des sceptiques entretenant des liens privilégiés avec le monde industriel : Sallie Baliunas, Willie Soon, David Legates¹⁵⁰ et Tim Ball¹⁵¹. Ils mettent en cause la fiabilité des modélisations scientifiques utilisées pour illustrer que les populations d'ours polaires sont menacées par les changements climatiques. Ils réfutent également les éléments de la science du climat qui démontrent que l'Arctique se

¹⁴² <http://www.int-res.com/articles/misc/CREditorial.pdf>

¹⁴³ <http://www.int-res.com/articles/cr2003/23/c023p089.pdf>, p. 17 de l'étude (p. 10t de *Climate Reserach*)

¹⁴⁴ <http://www.exxonsecrets.org/html/personfactsheet.php?id=1271>

¹⁴⁵ <http://www.sciam.com/article.cfm?articleID=000A0746-83A1-1EF7-A6B8809EC588EEDF>

¹⁴⁶ http://www.sgr.org.uk/climate/StormyTimes_NL28.htm

¹⁴⁷ <http://www.realclimate.org/index.php/archives/2005/02/dummies-guide-to-the-latest-hockey-stick-controversy/>

¹⁴⁸ *Op.cit.*, n°139.

¹⁴⁹ *Ecological Complexity*, vol. 4, n°3, pp. 73-84.

¹⁵⁰ <http://www.desmogblog.com/david-legates>

¹⁵¹ <http://www.desmogblog.com/climate-change-denier-research-old>

réchauffe, tout en affirmant que le tourisme, par exemple, constitue une menace bien plus importante pour les ours polaires que la disparition de leur habitat¹⁵².

L'article était arrivé à point nommé : le gouvernement américain statuait justement sur une éventuelle reconnaissance du statut d'espèce en voie de disparition pour les ours polaires. Une telle décision risquait d'avoir de fortes implications sur la législation climatique américaine. Cette publication a été largement citée dans les recours intentés par Sarah Palin, alors gouverneur d'Alaska, pour tenter en vain de s'opposer à ce classement.

Dans l'article, Willie Soon reconnaît que sa contribution a été en partie financée par ExxonMobil, l'American Petroleum Institute et la Charles G. Koch Foundation¹⁵³. Les frères Koch contrôlent un vaste conglomérat d'entreprises opérant principalement dans le secteur de la pétrochimie, et dépassent même ExxonMobil dans le domaine du financement des climato-sceptiques ces dernières années¹⁵⁴. Le Dr Soon n'a pas tenu à révéler le montant des fonds que lui ont accordés ces sociétés, ni leur périodicité.

Ni le Dr Soon ni ses sponsors n'ont voulu dévoiler les financements qui ont permis ce projet de recherche. Le Dr Baliunas et le Dr Soon sont rattachés au Harvard-Smithsonian Astrophysics Observatory, institut de recherche américain auquel Exxon a versé 76 000 dollars en 2007¹⁵⁵. Les registres fiscaux de la ExxonMobil Foundation, ainsi que d'autres documents de la compagnie, confirment l'attribution de plusieurs subventions entre 2005 et 2008, pour un montant total de plus de 340 000 dollars.

Lors de la publication de l'article, un scientifique a fait remarquer que les références de l'analyse n'allaient pas au-delà de 2002, date partir de laquelle l'Arctique a connu quatre années particulièrement chaudes. L'année suivante, deux scientifiques spécialisés dans de l'étude des ours polaires, Stirling et Derocher, réfutait cette analyse :

« [Les auteurs] suggèrent que des facteurs autres que le réchauffement du climat sont à l'origine du déclin des populations d'ours polaires, dans l'ouest de la baie d'Hudson. Après avoir étudié leurs explications alternatives, ainsi que les données disponibles permettant de conforter chacune d'entre elles, nous n'avons trouvé que peu d'éléments étayant chacune des thèses avancées¹⁵⁶. »

Contrairement à la publication opportune de l'article du Dr Soon et du Dr Baliunas, intervenue juste avant que le gouvernement ne statue sur l'inclusion de l'ours polaire à la liste des espèces en danger, l'article de Stirling et Derocher n'a pas été pris en compte dans le processus de décision. Trois ans plus tard, ce « point de vue » publié par les sceptiques reste l'un des articles les plus téléchargés sur le site Internet de la revue *Ecological Complexity*.

Suite à la parution de l'article, Brad Miller, président du sous-comité chargé des investigations et de la surveillance pour le Congrès américain, s'est adressé par courrier à ExxonMobil, mettant le doigt sur l'épineuse question du financement des scientifiques par les industriels :

« Pour le lecteur non avisé, un expert en vaut un autre. Mais Exxon est sans doute un lecteur bien averti. D'après le Dr Soon, astrophysicien de formation, ExxonMobil a contribué au financement de la publication de ce 'point de vue' sur le

¹⁵² *Ecological Complexity*, op. cit. n°147, p. 82.

¹⁵³ Ibid., p. 83.

¹⁵⁴ Voir le rapport de Greenpeace sur « les rouages de la machines climato-sceptiques » : <http://energie-climat.greenpeace.fr/qui-se-cache-derriere-les-climato-sceptiques-greenpeace-denonce-les-pratiques-de-koch-industries?>

¹⁵⁵ http://www.exxonmobil.com/Corporate/community_contributions_report_public.aspx

¹⁵⁶ *Ecological Complexity*, vol. 5, n°3, septembre 2008, pp. 193-201.

réchauffement climatique et ses impacts potentiels sur les populations d'ours polaires [...] Les membres du Congrès, tout comme l'ensemble des citoyens, ont le droit de savoir pourquoi ExxonMobil rémunère un scientifique pour publier un article qui ne relève pas de son domaine de compétence et qui donne l'impression d'être l'aboutissement d'une étude rigoureuse, conduite par des spécialistes avec la validation de leurs pairs, et qui affirme que les menaces [des changements climatiques] pour les ours polaires ne sont ni sérieuses, ni avérées¹⁵⁷. »

Exxon n'a pas jugé bon de répondre au président du sous-comité.

Conférences pseudo-scientifiques

En mars 2008, le Heartland Institute¹⁵⁸ donne le coup d'envoi d'une série de conférences à New-York, offrant une rémunération de 1 000 dollars à tout scientifique qui se porterait volontaire pour y participer¹⁵⁹.

Sur le forum RealClimate, des climatologues ayant reçu des invitations de l'institut, publient un blogue intitulé : « Qu'allez-vous faire si aucun (vrai) scientifique ne vient à votre conférence¹⁶⁰ ? »

« D'ordinaire, les conférences scientifiques ont pour objet le débat d'idées et l'échange d'informations, et visent à faire progresser la compréhension scientifique. Ce n'est pas le cas de cette conférence, ce qu'admettent sans ambages les organisateurs dans leur lettre d'invitation¹⁶¹ adressée aux éventuels intervenants : 'Cette conférence a pour objectif d'attirer l'attention des médias du monde entier sur l'avis de nombreux scientifiques qui estiment que les prévisions d'un réchauffement rapide et d'événements catastrophiques ne sont pas étayées par la science, et que les mesures coûteuses destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre ne sont ni nécessaires, ni rentables.'[...] Cette conférence ne vise donc pas à améliorer la compréhension scientifique. C'est un exercice de relations publiques destiné à faire couler de l'encre dans les médias. »

Une centaine de personnes participent à la conférence. Mais comme le souligne Andrew Revkin dans le *New York Times*, « après le déjeuner, lorsqu'un organisateur demanda à tous les scientifiques présents de se rassembler dans le hall pour prendre une photo de groupe, seules 19 personnes se sont manifestées¹⁶². »

Assurant la couverture médiatique de l'événement, ABC News réalise une interview de Fred Singer. Au cours de l'entretien, le climato-sceptique admet avoir reçu d'ExxonMobil un chèque « non sollicité » de 10 000 dollars¹⁶³. Cette révélation provoque une vague de remous sur la blogosphère des négateurs. Toutefois, malgré la pression du Heartland Institute et des autres sponsors de la conférence, le diffuseur refuse de modifier le contenu de son programme.

Le Heartland Institute a organisé deux autres conférences, à New York et à Washington, et Chicago devrait en accueillir une troisième courant 2010¹⁶⁴. Aucune de ces conférences n'a

¹⁵⁷ <http://research.greenpeaceusa.org/?a=download&d=4675>

¹⁵⁸ <http://www.exxonsecrets.org/index.php?mapid=1521>

¹⁵⁹ <http://www.realclimate.org/docs/Heartland.pdf>

¹⁶⁰ <http://www.realclimate.org/index.php/archives/2008/01/what-if-you-held-a-conference-and-no-real-scientists-came/>

¹⁶¹ <http://www.realclimate.org/docs/Heartland.pdf>

¹⁶² http://www.nytimes.com/2008/03/04/science/earth/04climate.html?_r=1

¹⁶³ <http://abcnews.go.com/Technology/GlobalWarming/story?id=4506059&page=1>

¹⁶⁴ <http://www.heartland.org/events/2010Chicago/>

permis d'aboutir à des conclusions autres que celles qui avaient été annoncées dès le départ : il n'y a pas de crise climatique, les changements climatiques ne sont pas une réalité.

Sur les 19 organismes ayant subventionné la conférence de 2008, seuls cinq ne font pas partie des organismes-écrans financés par Exxon ou ne sont pas des *think tanks* conservateurs participant à la campagne de déni des changements climatiques¹⁶⁵.

Soutien scientifique truqué

Lors d'une réunion des actionnaires d'Exxon en mai 2000, Lee Raymond, alors PDG du groupe, met en cause le consensus scientifique sur les changements climatiques en se référant à une pétition signée par « 17 000 scientifiques » qui mettent en doute le caractère anthropique du changement climatique¹⁶⁶.

La crédibilité de cette pétition est, elle aussi, très vite mise en doute lorsqu'il s'avère que parmi ses signataires figurent les Spice Girls, et qu'elle n'a pas été lancée par la National Academy of Sciences (l'académie des sciences américaine), comme on nous l'a laissé croire au départ.

« Le Conseil de l'Académie des sciences tient à préciser que l'Académie n'a absolument rien à voir avec cette pétition », communique l'institution, ajoutant : « Le texte de la pétition a été envoyé par courriel, accompagné d'un éditorial du Wall Street Journal et d'un article dont la présentation est quasi-identique à celle des publications de notre revue scientifique, *Proceedings of the National Academy of Sciences*¹⁶⁷. »

En réalité, la pétition a été lancée par le Oregon Institute of Science and Medicine, qui malgré une appellation pompeuse et trompeuse, se trouve être une petite bâtisse située en rase campagne américaine. Les pseudo-arguments de l'article joint à la pétition ont été pleinement réfutés par trois climatologues¹⁶⁸.

Cette tactique est ensuite recyclée en juin 2007, lorsque le Heartland Institute et un autre *think tank* conservateur, le Hudson Institute, publient un article de Denis Avery, intitulé : « 500 scientifiques dont les recherches contredisent les thèses alarmistes du réchauffement climatique anthropique », destiné à paraître dans un ouvrage de D. Avery et de Fred Singer. L'annexe comprend une longue liste de recherches menées par des scientifiques qui, d'après les auteurs, soutiennent l'inexistence ou la futilité des changements climatiques. Lorsque Kevin Grandia et les autres blogueurs du site canadien DeSmogBlog contactent des scientifiques mentionnés sur la liste, certains d'entre eux réagissent vivement et se disent indignés, répondant que leurs travaux ne soutiennent pas les assertions des deux auteurs :

« Je suis extrêmement choqué de voir mon nom figurer sur la liste des "500 scientifiques qui doutent des thèses alarmistes du réchauffement climatique anthropique". Aucune des recherches que j'ai publiées n'indique que les changements climatiques ne sont pas une conséquence des gaz à effet de serre émis par l'Homme. Je considère que l'inscription de mon nom sur cette liste, sans ma permission ou mon accord, nuit à ma réputation professionnelle en tant que spécialiste de l'atmosphère¹⁶⁹. »

¹⁶⁵ <http://www.heartland.org/events/NewYork08/sponsorships.html> Pour consulter la liste complète des groupes financés par Exxon, voir l'onglet "Organisations" sur : <http://www.exxonsecrets.org/maps.php>

¹⁶⁶ <http://www.oism.org/pproject/>

¹⁶⁷ <http://144.16.65.194/hpg/envis/doc97html/globalssi422.html>

¹⁶⁸ <http://naturalscience.com/ns/forum/forum01b.html>

¹⁶⁹ <http://www.desmogblog.com/500-scientists-with-documented-doubts-about-the-heartland-institute>

Dr Ming Cai, Maître de conférences, département de météorologie, Université de Floride.

« Ils ont repris nos travaux sur les carottes glaciaires dans le Wyoming et les ont déformés pour les faire correspondre à leur point de vue. Ce n'est pas de la science¹⁷⁰. »

Dr Paul F. Schuster, hydrologue, Institut américain d'études géologiques.

Tous les scientifiques qui se sont manifestés auprès de DeSmogBlog ne comprenaient pas comment leurs contributions aux travaux du Giec peuvent étayer les allégations de F. Singer et D. Avery.

Attaques personnelles

Au cours des 20 dernières années, certains scientifiques ont été victimes d'attaques personnelles coordonnées par les tenants de « l'anti-réchauffement ». Ces attaques visaient principalement les contributions apportées par les scientifiques aux rapports du Giec.

Dr Benjamin Santer

Le Dr Benjamin Santer, du laboratoire californien Lawrence Livermore, est l'auteur principal du chapitre 8 du deuxième Rapport d'évaluation (1995), le premier chapitre du Giec à confirmer l'influence humaine sur les changements climatiques. Le Résumé à l'intention des décideurs conclut qu'un « faisceau d'éléments suggère qu'il y a une influence perceptible de l'homme sur le climat global », phrase qui a positionné le Dr Santer dans la ligne de mire des négateurs¹⁷¹. En réalité, le Dr Santer n'était à l'origine ni de cette phrase, ni de l'utilisation du mot « perceptible » : ces décisions étaient celles du président du Giec, Bert Bolin¹⁷².

Pourtant, cette phrase devait marquer le début d'une longue série d'hostilités à l'encontre du Dr Santer. Dans un communiqué de presse de la Global Climate Coalition (GCC) paru avant même la sortie du Rapport d'évaluation, le scientifique est accusé de pratiquer un « nettoyage scientifique ». On lui reproche également de se livrer à un « bidouillage politique » du texte du résumé, et de présenter des travaux de recherche ponctués « d'irrégularités ».

Revenant sur l'accusation de « nettoyage scientifique », le Dr Santer commente : « La GCC m'a accusé d'avoir pratiqué un 'nettoyage scientifique', au moment même où un 'nettoyage ethnique' était commis en Bosnie. Mes grands-parents paternels sont morts dans les camps de concentration de la seconde Guerre mondiale, victimes du 'nettoyage ethnique' des nazis. Vous comprendrez pourquoi cette accusation de 'nettoyage scientifique' m'a paru si détestable¹⁷³. »

Le 12 juin 2006, dans un éditorial du *Wall Street Journal*, Fred Seitz¹⁷⁴, membre du George C. Marshall Institute¹⁷⁵ et défenseur de longue date de l'industrie du tabac, accuse le Dr Santer de travailler « pour tromper les responsables politiques et l'opinion publique, en leur

¹⁷⁰ Id.

¹⁷¹ Giec, *Seconde évaluation – Changement de climat 1995*, Résumés à l'intention des décideurs, 1995.

¹⁷² <http://www.ipcc.ch/pdf/climate-changes-1995/ipcc-2nd-assessment/2nd-assessment-fr.pdf>

¹⁷³ <http://www.realclimate.org/index.php/archives/2010/02/close-encounters-of-the-absurd-kind/>

¹⁷⁴ Paul D. Thacker, *The many travails of Ben Santer*, p. 5837, disponible sur : <http://pubs.acs.org/doi/pdf/10.1021/es063000t>

¹⁷⁵ http://www.sourcewatch.org/index.php?title=Fred_Seitz

¹⁷⁶ Le Marshall Institute, fondé par F. Seitz, a été l'un des tous premiers organismes écrans à voir le jour.

faisant croire que des preuves scientifiques étayent la thèse de l'origine humaine du réchauffement climatique¹⁷⁶. »

En août 2006, dans un entretien accordé à la revue scientifique *Environmental Science and Technology*, le Dr Santer confie : « Je crois que j'ai passé près d'une année de ma vie à défendre cette conclusion scientifique ainsi que ma propre réputation. [...] J'ai simplement été le messenger de certaines nouvelles que des personnes très influentes ne voulaient pas entendre. Ces personnes ont alors décidé de s'en prendre au messenger – avec un certain talent, d'ailleurs¹⁷⁷. »

D'après un scientifique interrogé à ce sujet, l'acharnement subi par le Dr Santer est « l'une des attaques les plus vicieuses qui aient jamais visé l'intégrité d'un scientifique.¹⁷⁸ »

Suite à la parution d'un article dans *The Guardian* reprenant l'ensemble des faits¹⁷⁹ – mais encore une fois de façon erronée –, le Dr Santer a décidé de revenir en détail sur les attaques personnelles dont il a été la cible et s'exprime sur le forum RealClimate¹⁸⁰.

Kevin Trenberth

Cinq ans plus tard, le troisième Rapport d'évaluation déclenche une nouvelle série d'offensives directement dirigées contre les scientifiques. Cette fois-ci, c'est Kevin Trenberth, responsable de l'analyse climatique au sein du Centre national de recherche atmosphérique américain (NCAR), qui se trouve dans le viseur des négateurs. Un classement établi entre 1991 et 2001 montre qu'au cours de cette période, K. Trenberth figurait parmi les auteurs les plus cités pour ses recherches sur les changements climatiques¹⁸¹...

Suite à la publication d'une étude dont il était l'un des auteurs¹⁸², K. Trenberth est devenu la cible d'attaques répétées de la part des climato-sceptiques. Cette étude affirme que les changements climatiques entraînent une intensification des tempêtes et des ouragans, comme en témoigne la violence de la saison des ouragans dans l'Atlantique en 2005, et notamment Katrina qui a détruit la Nouvelle-Orléans.

Le météorologiste négateur William Gray¹⁸³ dit alors de K. Trenberth qu'il a « vendu son âme au diable¹⁸⁴ », et le sénateur républicain James Inhofe demande que soit menée une enquête sur l'employeur du scientifique¹⁸⁵.

K. Trenberth voit clair dans leur jeu et rétorque : « Ces attaques ont clairement pour but mon renvoi ou ma démission¹⁸⁶. »

Fred Singer vient au renfort, signalant que K. Trenberth « n'est pas spécialiste du domaine¹⁸⁷ »... Une accusation qu'on peut qualifier « d'intéressante » de la part d'un individu qui se fait passer tour à tour pour un expert scientifique du tabagisme passif, de la couche d'ozone, de l'énergie nucléaire ou encore du climat.

¹⁷⁶ <http://www.sepp.org/Archive/contro/ippcont/ltem05.htm>

¹⁷⁷ Paul D. Thacker, *The many travails of Ben Santer*, op. cit. n°170.

¹⁷⁸ Ibid., p. 5834.

¹⁷⁹ <http://www.guardian.co.uk/environment/2010/feb/09/ipcc-report-author-data-openness>

¹⁸⁰ <http://www.realclimate.org/index.php/archives/2010/02/close-encounters-of-the-absurd-kind/#more-3041>

¹⁸¹ <http://esi-topics.com/gwarm/authors/b1a.html>

¹⁸² <http://www.ucar.edu/news/releases/2006/hurricanes.shtml>

¹⁸³ http://sourcewatch.org/index.php?title=William_Gray et <http://www.exxonsecrets.org/html/personfactsheet.php?id=370>

¹⁸⁴ http://www.rockymountainnews.com/drmn/local/article/0,1299,DRMN_15_5094006,00.html

¹⁸⁵ Fred Pearce, « Climate change special: State of denial », in *New Scientist*, 4 novembre 2006.

¹⁸⁶ <http://environment.newscientist.com/article/dn10445>

¹⁸⁷ Id.

¹⁸⁷ http://naturalscience.com/ns/letters/ns_let06.html

Michael Mann

Les attaques ciblant les travaux de Michael Mann sur la « crosse de hockey » ont déjà été abordées dans le chapitre précédent. Mais l'assaut le plus virulent mené contre le scientifique est sans doute celui du député républicain Joe Barton. En 2005, il s'adresse à plusieurs reprises par courrier à M. Mann et à certains de ses collègues pour leur demander, en somme, de bien vouloir mettre à disposition l'ensemble de leurs travaux depuis le début de leur carrière, afin qu'ils puissent être discrédités¹⁸⁸.

En 2006, M. Mann doit défendre ses travaux jusque devant le Sénat. À ce sujet, le *New Scientist* écrit, en novembre 2006 :

« Le député républicain Joe Barton¹⁸⁹ (Texas), président du Comité à l'énergie et au commerce de la Chambre des Représentants, avait ordonné à M. Mann de fournir audit Comité les détails volumineux de ses procédures de travail, programmes informatiques et subventions. Les exigences de J. Barton avaient été largement condamnées par les scientifiques ainsi que par les membres du Congrès. 'Certains pensent qu'en détruisant M. Mann, ils détruiront le Giec', avait déclaré B. Santer. Depuis, les résultats de M. Mann ont été repris par de nombreuses études et seront endossés par le nouveau rapport du Giec¹⁹⁰. »

En juin 2005, l'Association américaine pour l'avancement de la science (AAAS), qui publie notamment la revue *Science* (soumise à évaluation par les pairs), s'élève en faux contre cette chasse aux sorcières dans une lettre adressée à J. Barton :

« En exigeant la mise à disposition d'informations détaillées non seulement sur les études récentes, mais aussi sur l'ensemble de la carrière de ces scientifiques, vos lettres donnent l'impression que vous êtes en quête d'un fondement à partir duquel discréditer ces scientifiques et leurs résultats, et non en quête de compréhension¹⁹¹. »

Un éditorial du *Washington Post*, intitulé « Chasse aux sorcières¹⁹² », accuse le député républicain d'avoir eu un « comportement outrancier », affirmant que « le harcèlement [était] le seul motif possible de ces lettres ». L'écrivain scientifique Chris Mooney donne plus de détails sur cette « inquisition congressiste » dans un article publié par *American Prospect* en juin 2005 sous le titre « Chasse à l'homme¹⁹³ » (*Mann Hunt*).

Les attaques personnelles deviennent virales

Les injures proférées à l'encontre des climatologues sont l'une des conséquences les plus abjectes de la campagne menée par les organismes-écrans pour nier les changements climatiques. Le magazine *Scientific American*¹⁹⁴, le journaliste George Monbiot dans le *Guardian*¹⁹⁵ et l'intellectuel australien Clive Hamilton à travers ses blogues sur le site Internet d'ABC¹⁹⁶ – tous ont récemment dénoncé les flots d'injures qui se déversent sur les scientifiques.

¹⁸⁸ <http://www.realclimate.org/index.php?p=172>

Voir également : <http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2005/07/17/AR2005071701056.html>

Pour un résumé complet de la polémique, voir : <http://www.realclimate.org/index.php?p=109>

¹⁸⁹ La carrière de Barton a été principalement financée par l'industrie gazière et pétrolière, avec près de 3,2 millions de dollars.

<http://www.opensecrets.org/politicians/industries.php?cycle=Career&cid=N00005656&type=l>

¹⁹⁰ <http://www.newscientist.com/article/mg19225765.000-climate-change-special-state-of-denial.html>

¹⁹¹ <http://www.aaas.org/news/releases/2005/0714letter.pdf>

¹⁹² <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/07/22/AR2005072201658.html>

¹⁹³ <http://www.prospect.org/web/page.ww?section=root&name=ViewWeb&articleId=9932>

¹⁹⁴ <http://www.scientificamerican.com/article.cfm?id=climate-cyber-bullying&page=2>

¹⁹⁵ <http://www.guardian.co.uk/environment/georgemonbiot/2010/jan/27/james-delingpole-climate-change-denial>

¹⁹⁶ <http://www.abc.net.au/unleashed/stories/s2826189.htm>

Cible des attaques sceptiques pendant plusieurs années, Kevin Trenberth, se confiait au *Scientific American* : « En science, il existe de nombreux faits établis et informations de base sur la nature des changements climatiques. Malheureusement, ils ne sont pas considérés en tant que tels, mais en tant qu'opinions¹⁹⁷. »

« Ces derniers mois, à chaque fois que ces scientifiques sont intervenus dans le débat public par le biais d'un article dans un journal ou d'une interview à la radio, ils se sont trouvés immédiatement confrontés à un torrent de courriels agressifs, insultants, voire parfois menaçants. Quantité et cruauté de ces courriels mises à part, cette campagne se caractérise par deux choses : elle est menée de façon quasi-anonyme, et semble avoir été orchestrée », peut-on lire sur le blogue de Clive Hamilton¹⁹⁸.

Clive Hamilton a consacré un ouvrage¹⁹⁹ à la campagne de déni climatique qui, depuis une dizaine d'années, est menée en Australie avec le soutien financier de l'industrie du charbon, et à ses liens étroits avec le premier ministre de l'époque, le sceptique John Howard, qui refusait de ratifier le Protocole de Kyoto.

C. Hamilton nous fait partager certains passages de ces courriels reçus par un climatologue respecté, le Professeur David Karoly de l'université de Melbourne : « Ce n'est probablement pas trop extrême de suggérer que vos actions (trompeuses) sont si criminelles qu'elles peuvent être comparées à celles d'Hitler, de Staline ou de Pol Pot. C'est de la trahison, un génocide ». Ou encore celui-ci : « Oh, en tant que scientifique, vous avez anéanti la confiance de l'opinion publique dans cette profession. Vous êtes un criminel. N'ayez crainte, nous ne l'oublierons pas²⁰⁰. »

Sur la blogosphère, on retrouve des commentaires du même style, comme celui-ci, posté sur un blogue du Chicago Tribune qui expliquait la solidité des conclusions de la science du climat :

« Le réchauffement climatique n'est qu'une arnaque génocidaire pour tous nous tuer d'ici à 2050. La science climatique n'a aucun fondement scientifique, le forçage radioactif n'existe pas. Ce canular affaiblit le gouvernement américain et le reste parce que cette histoire nous coûte 45 billions de dollars. Ils s'en mettent plein les poches. Les Clinton et les Obama sont personnellement impliqués dans ce carnage digne de l'Allemagne nazie d'Hitler. En réalité, toute cette stratégie a été ourdie par les nazis au départ, tout comme le mouvement écologiste²⁰¹. »

Stan_Lippmann (le 03/03/2010, à 4h30)

Les scientifiques sont rompus aux débats vigoureux, que ce soit dans le cadre du processus de révision par leurs pairs ou par la publication de nouvelles recherches, qui peuvent confirmer ou infirmer leurs travaux. Mais lorsqu'ils assistent à un déferlement d'injures de la part de profanes à la solde de l'industrie du déni climatique, les scientifiques ont bien plus de mal à faire face. De plus, les adresses électroniques des climatologues sont presque toujours indiquées sur les sites Internet des universités où ils enseignent, ce qui n'est pas pour arranger le problème.

¹⁹⁷ <http://www.scientificamerican.com/article.cfm?id=climate-cyber-bullying&page=2>

¹⁹⁸ *Op. cit.* n°193.

¹⁹⁹ <http://www.clivehamilton.net.au/cms/index.php?page=scorcher>

²⁰⁰ <http://www.abc.net.au/unleashed/stories/s2826189.htm>

²⁰¹ <http://www.chicagotribune.com/news/ct-met-0228-climate-science-questions-20100302.0,4670437.full.story>

Influence politique et administration Bush

Pendant les débats de la campagne présidentielle en 2000, le candidat George W. Bush avait déclaré que le dérèglement climatique était une « question qu'il fallait prendre très au sérieux²⁰² ». Il s'était engagé à signer le Protocole de Kyoto, avant de revenir sur ses promesses, juste après s'être installé à la Maison Blanche.

Début 2001, l'expert en communication Frank Luntz conseille en ces termes l'administration présidentielle :

« Le débat scientifique [sur les changements climatiques] reste ouvert. Les électeurs croient qu'il n'y a pas de consensus sur le réchauffement climatique au sein de la communauté scientifique. Leur opinion serait tout autre s'ils étaient portés à croire que les questions scientifiques sont tranchées. Par conséquent, vous devez continuer de placer le manque de certitude scientifique au centre des débats²⁰³... »

Ce conseil est devenu le mot d'ordre de la Maison Blanche et du Parti républicain jusqu'à la fin du mandat de G.W. Bush. En 2003, le Parti républicain, par l'intermédiaire de son bureau de presse, transmet les recommandations de F. Luntz à tous les membres républicains du Congrès. Depuis, F. Luntz s'est ravisé sur la question des changements climatiques et leur nature anthropique²⁰⁴.

Les négateurs occupent les postes clés

De 2001 à 2008, l'industrie climato-sceptique bénéficie d'un accès sans encombre à la Maison Blanche de Bush fils, essentiellement par le truchement d'anciens employés de l'American Petroleum Institute (API). Lee Raymond, PDG d'Exxon, a siégé au Conseil d'administration de cet institut jusqu'à sa retraite, en 2005.

Début 2001, l'avocat Phil Cooney²⁰⁵ quitte les fonctions de « chef d'équipe climat » qu'il occupait depuis 15 ans à l'API pour devenir responsable du personnel au sein du Conseil sur la qualité environnementale du cabinet Bush. Sa tâche est de conseiller le président sur les questions scientifiques et politiques liées au dérèglement climatique. En 2005, la presse révèle qu'il a « édulcoré » des rapports scientifiques²⁰⁶, et il est contraint de démissionner. Peu de temps après, il se fait embaucher par... Exxon.

Pendant de nombreuses années, P. Cooney a travaillé à l'API sous la direction de William O'Keefe, ancien président de la Global Climate Coalition. Par la suite, W. O'Keefe a quitté l'API pour se consacrer pleinement à son propre organisme-écran, le George C. Marshall Institute. De 2001 à 2005, il était employé par ExxonMobil pour faire du lobbying sur les changements climatiques auprès de la Maison Blanche, du Sénat et des services exécutifs du président²⁰⁷.

Peut-être par coïncidence, ExxonMobil met fin à ses contrats de lobbying avec W. O'Keefe au moment où P. Cooney quitte le Conseil sur la qualité environnementale pour rejoindre Exxon.

²⁰² Commission des débats présidentiels, transcription du 2^{ème} débat Gore / Bush, 11 octobre 2000.

<http://www.debates.org/pages/trans2000b.html>

²⁰³ http://www.ewg.org/files/LuntzResearch_environment.pdf

²⁰⁴ <http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/panorama/5005994.stm>

²⁰⁵ http://www.sourcewatch.org/index.php?title=Philip_A._Cooney

²⁰⁶ <http://www.climatewatch.org/index.php/csw/details/on-editing-scientists-at-ceq/> ;

http://www.nytimes.com/2005/06/08/politics/08climate.html?_r=1 ;

<http://www.nytimes.com/2005/06/15/science/14cndclimate.html?scp=1&sq=cooney%20exxon&st=cse>

²⁰⁷ Exemple d'archive dans le système d'enregistrement des lobbies :

<http://soprweb.senate.gov/index.cfm?event=getFilingDetails&filingID=0f80378e-d779-4ba5-87b2-8bd4d9f8b5f7>

Dans une note de service, obtenue par l'ONG National Resource Defence Council en vertu de la Loi américaine sur la liberté d'information (FOIA), un lobbyiste à la solde d'Exxon, Randy Randol, suggère des remplacements auxquels l'administration Bush pourrait procéder parmi les membres du Giec, « afin de garantir qu'aucun des partisans de Clinton ou de Gore ne puisse prendre part aux prises de décisions²⁰⁸. » John Christy et Richard Lindzen²⁰⁹ font partie des personnes recommandées. Le lobbyiste conseille également le recrutement du Dr Harlan Watson qui, par la suite, a effectivement été nommé par l'administration Bush à la tête des délégations américaines auprès du Giec et de la CCNUCC²¹⁰.

La dissémination du doute devient une politique

Quelques mois plus tard, en juillet 2001, Randy Randol rencontre la secrétaire d'État Paula Dobriansky, sur les recommandations de l'ambassadeur des États-Unis en Suède et de Charles Heimbold, ancien membre du conseil d'administration d'Exxon. Dans des briefings rédigés en amont de la rencontre²¹¹, il est question des incertitudes dans le domaine scientifique. « C. Heimbold pense que nous devrions écouter les scientifiques d'ExxonMobil, dont les perspectives sur le débat des changements climatiques ne sont pas en accord avec le soutien que nous avons apporté à la politique climatique jusqu'à présent », conseillent les collègues de P. Dobriansky. Elle est censée « comprendre la position d'Exxon, qui estime qu'il ne devrait pas y avoir de décision politique précipitée tant que des incertitudes scientifiques persistent²¹². »

La politique climatique de G.W. Bush, annoncée un an plus tard, devait se résumer à quelques « recherches » qui n'ont pas permis au monde de réaliser beaucoup de progrès dans la lutte contre les changements climatiques.

Fin 2001, dans un document de 28 pages qui fustige le Rapport de synthèse du RE3 du Giec, le département d'État de G.W. Bush se plaint que le rapport ne « souligne pas assez les incertitudes qu'impliquent la science et l'évaluation des changements climatiques²¹³. » De nombreux arguments avancés par le département d'État reprennent ceux des climatopsceptiques. Ainsi, le Rapport de synthèse ne parvient pas à « refléter le même équilibre et les mêmes nuances concernant les incertitudes qui apparaissent dans l'ensemble du rapport [...] Nos commentaires visent particulièrement à nous assurer que l'information soit présentée de façon à refléter les mêmes caractéristiques que dans le RE3²¹⁴. »

L'industrie des combustibles fossiles était parvenue à infiltrer le gouvernement américain pour y exercer son lobbying.

L'administration Bush pousse le président du Giec Robert Watson vers la porte

La note de service qui recommande Harlan Watson adresse également une requête plus directe : « Est-il possible de procéder au remplacement [du président du Giec Robert] Watson maintenant, à la demande des États-Unis ? »

Les efforts qui s'en sont suivis ont eu raison du Dr Robert Watson. Ce scientifique, spécialisé dans l'étude de l'atmosphère, a été le fer de lance des questions climatiques pendant 20 ans, coordonnant la réaction internationale lors de la crise de la couche d'ozone, puis de la crise climatique. Il a présidé le Giec de 1996 à 2002.

En avril 2002, l'administration Bush s'oppose à un deuxième mandat de R. Watson, et apporte son soutien à Rajendra Pachauri, alors vice-président.

²⁰⁸ <http://www.nrdc.org/media/pressreleases/020403.asp>, p. 5 du PDF.

²⁰⁹ Id.

²¹⁰ Id.

²¹¹ <http://www.greenpeace.org/usa/press-center/reports4/exxonmobil-state-department-me> ; pour consulter tous les documents de la FOIA sur cette réunion et d'autres : <http://www.greenpeace.org/usa/news/kyoto-now/read-our-foia-documents>

²¹² <http://www.greenpeace.org/usa/press-center/reports4/exxonmobil-state-department-me>

²¹³ « Bush says UN Global Warming Summary Slants Report's Findings », in Power Engineering, 1 novembre 2001.

²¹⁴ Id.

« Ceux qui me taxent de “prêcheur” ne veulent pas entendre ce que j’ai à dire. La terre se réchauffe, et l’essentiel du réchauffement observé ces 50 dernières années est lié aux activités humaines. Le dioxyde de carbone est le gaz à effet de serre anthropique à la source du problème, et il provient essentiellement de l’utilisation des combustibles fossiles. Il est clair que certaines personnes ne veulent pas entendre ce message, mais c’est le message du Giec²¹⁵. »

Fred Singer a commenté de façon détournée le départ de R. Watson, après la publication du RE4 : « Comparé aux documents précédents, le quatrième Rapport d’évaluation est vraiment assez sobre. Sans doute est-ce parce qu’un vrai scientifique, moins porté sur les idéologies, dirige à présent les opérations²¹⁶. »

Influence politique et Parti républicain

Les Républicains rassemblent également leurs troupes. Comme avec les groupes de réflexion (*think tanks*) et les organismes-écrans, nombre d’entre eux utilisent la négation des changements climatiques pour faire campagne contre toute réglementation sur le sujet. Depuis 1990, les Républicains ont bénéficié de 75 % des subventions accordées par l’industrie pétrolière et gazière, contre 25 % pour les Démocrates²¹⁷.

La rhétorique misant sur les « incertitudes » et la politisation de la science ont été adoptées sans réserve par le parti.

« Il est clair que la communauté scientifique a beaucoup progressé sur la compréhension des changements climatiques. Mais cette plus grande compréhension s’accompagne aussi de plus grandes incertitudes²¹⁸ », déclare le sénateur républicain Larry Craig en 2001.

Le sénateur Chuck Hagel, qui avait mené la campagne conduisant au rejet du Protocole de Kyoto par le Sénat (95 voix contre 0) en 1997²¹⁹, prétend que le résumé du Giec est rédigé par des « militants écologistes des Nations Unies²²⁰ », et non par les scientifiques à l’origine de chaque chapitre.

« Ces rapports sont des documents politiques, élaborés par des représentants des gouvernements au cours d’intenses séances de négociations », affirme C. Hagel, ajoutant que dans certains cas, les individus qui négocient les textes des résumés du Giec sont les mêmes que ceux qui négocient les dispositions du Protocole de Kyoto. « Ce sont donc les mêmes personnes qui définissent un problème pour lequel ils s’efforcent par ailleurs de trouver une solution²²¹. »

Et le sénateur James Inhofe de déclarer, lors d’un discours le 28 juillet 2003 : « En résumé, par certains aspects, les procédures du Giec s’apparentent à celles d’un procès soviétique, où les faits sont prédéterminés et la pureté idéologique l’emporte sur la rigueur technique et scientifique²²². »

²¹⁵ Damien Cave, Watson, Come Here, I Want to Fire You: Angry at His Predictions of Global Warming, the Bush Administration and the Energy Industry Strive to Unseat a Prominent Scientist, Salon.com, 5 avril 2002.

²¹⁶ http://www.salon.com/technology/feature/2002/04/05/global_warming/index.html

« Not so dire after all », *op. cit.* n°108, p. 8. ; *The week that was*, <http://www.sepp.org>

²¹⁷ <http://www.opensecrets.org/industries/indus.php?ind=E01>

²¹⁸ « GOP Trashes IPCC, Scientists Back 'No Regrets' Action' », in *Environment and Energy Daily*, 7 mai 2001.

²¹⁹ <http://www.nationalcenter.org/KyotoSenate.html>

²²⁰ New York Times, 1^{er} mai 2001 (article sur l’audience du comité sénatorial).

²²¹ Id.

²²² <http://inhofe.senate.gov/pressreleases/climate.htm>

J. Inhofe fait partie des membres du congrès qui bénéficient des plus gros financements de l'industrie pétrolière et gazière. Entre 2000 et 2010, il a ainsi perçu 1,7 million de dollars de la part des industriels²²³. Le sénateur est l'un des porte-voix des arguments climato-sceptiques au sein du Congrès. De 2006 à 2009, il a été assisté dans cette tâche par son assistant Marc Morano²²⁴, qui a ensuite délaissé ces fonctions pour se consacrer au site Internet www.climatedepot.com, un projet lancé par le Committee for a Constructive Tomorrow²²⁵. Ce comité est l'un des organismes-écrans financés par les industriels, fondé au départ par ExxonMobil.

Conclusion

Le dérèglement du climat est une réalité, il est induit par les activités humaines et aura des conséquences catastrophiques. Ces trois affirmations sont soutenues par l'initiative scientifique la plus rigoureuse jamais entreprise. Alors que nous rédigeons ce rapport, le centre météorologique britannique vient de publier une étude rassemblant plus d'une centaine d'articles scientifiques, dont les conclusions renforcent celles du Giec²²⁶.

Ce rapport montre jusqu'à quel point l'industrie des combustibles fossiles est prête à aller pour empêcher ces conclusions d'être acceptées. Les quelques exemples présentés dans ce rapport sont loin d'être exhaustifs : ils donnent un aperçu des attaques les plus virulentes qui visent à saper la confiance des citoyens dans la science du climat, et à empêcher les gouvernements d'adopter des mesures pour faire face à la crise climatique.

La meilleure réponse que nous pouvons apporter aux attaques climato-sceptiques, c'est encore de garder notre scepticisme...

²²³ <http://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E01&cycle=All&recipdetail=M&sortorder=U>

²²⁴ <http://www.desmogblog.com/marc-morano> ; <http://thebenshi.com/2010/03/04/18-interview-with-marc-morano-part-ii-naming-namesbill-mckibben-exxon-mobil-george-monbiot-al-gore-john-kerry-joe-romm-dan-weiss-robert-murtha-mike-mann-ed-begley-jr-andy-revkinan/>

²²⁵ *A project of CFACT*, <http://www.climatedepot.com/>

²²⁶ Stott, Gillett, Hegerl, Karoly, Stone, Zhang, Zweirs, « Detection and attribution of climate change: a regional perspective », in *Wiley interdisciplinary Reviews*, 5 mars 2010. <http://wires.wiley.com/WileyCDA/WileyArticle/wisId-WCC34.html>

Ressources

Blogues recommandés pour surmonter la pseudoscience :

RealClimate blog – un blogue sur la science écrit par des climatologues :
<http://www.realclimate.org>

Climate progress – de Joe Romm: <http://climateprogress.org/>

Skeptical science – un blogue qui répond aux principaux arguments des sceptiques, écrit par John Cook : <http://www.skepticalscience.com/>

Deltoid – blogue australien du scientifique Tim Lambert qui dénonce les lacunes scientifiques des arguments des sceptiques : <http://scienceblogs.com/deltoid/>

Desmogblog – blogue canadien qui dénonce la pseudoscience climato-sceptique et ses liens avec les industries:
<http://www.desmogblog.com>

Hot Topic – blogue de l'écrivain scientifique néozélandais Gareth Renowden sur la science du climat et les arguments de ses détracteurs : <http://www.hottopic.co.nz>

Grist – ou « comment parler à un climato-sceptique » :
<http://www.grist.org/article/series/skeptics/>

Le climatologue américain Rick Piltz, démissionnaire de l'administration Bush, suit les attaques des climato-sceptiques sur : <http://climatesciencewatch.org/>

Pour un compte-rendu plus détaillé de la guerre menée par les négateurs contre la science :

James Hoggan, *Climate Cover Up*, Greystone Books 2009.

Stephen H. Schneider, *Science as a Contact Sport*, introduction de Tim Flannery, Random House, 2009.